

SANTÉ
**Réalisation de
plus de 600
structures
sanitaires à Alger
depuis 2020**

P 16

LE GROUPE SAÏDAL DIVERSIFIE SA GAMME

123 nouveaux médicaments seront produits en 2024

Le Groupe Saïdal adopte un nouveau business plan. Il consiste à l'élargissement de son portefeuille d'activité, en diversifiant sa gamme de produits pharmaceutiques et de médicaments. Actuellement, le groupe produit 160 types de médicaments, et grâce à cette stratégie, il ambitionne de le porter à 300 produits d'ici fin 2024. P 3



AFIN D'ÉVITER LA PROPAGATION
DE LA FIÈVRE APHTEUSE

**Fermeture provisoire de
plusieurs marchés à
bestiaux**

Depuis l'apparition des premiers cas confirmés de la fièvre aphteuse, les services vétérinaires du ministère de l'Agriculture sont en alerte maximale. Des mesures préventives ont été prises, à travers le lancement d'une large campagne de vaccination au niveau national, et ce, afin d'anticiper sur la propagation de cette maladie. L'autre mesure prise par le ministère, c'est la fermeture provisoire de plusieurs marchés à bestiaux.

P 2

SONATRACH

**Adoption du plan de
développement 2024-
2028**



Selon un communiqué du Groupe, l'assemblée générale (AG) de Sonatrach a adopté, lors de sa réunion, lundi, sous la présidence du ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, le budget annuel de l'entreprise pour l'année 2024, ainsi que le plan de développement à moyen terme relatif à la chaîne de valeurs 2024-2028.

P 5

ECONOMIE-2023

**Indicateurs
économiques et
financiers, réforme
bancaire en perspective**

Pour la troisième année consécutive, l'Algérie continue à afficher un progrès significatif en termes d'indicateurs économiques et financiers du fait des réformes structurelles opérées par les pouvoirs publics dans les secteurs de l'économie réelle, de l'investissement ou encore de celui des banques qui fera, en 2024, l'objet d'une « profonde réforme » dans le cadre de cette lancée économique.

P 3

FINANCES

**Sortie de la 40e promotion
d'inspecteurs divisionnaires
de l'IEDF de Koléa** P 2

SALAH GOUDJIL, PRÉSIDENT DU CONSEIL
DE LA NATION

**«Nous renouvelons notre
soutien au Président
Tebboune »** P 4

PÉTROLE

**Le Brent à 79,13 dollars
le baril** P 5

BDL

Inauguration d’une nouvelle agence à Hassi Bahbah

Une nouvelle agence de la Banque de développement local (BDL) a été inaugurée, mardi, dans la ville de Hassi Bahbah, Nord de Djelfa, dans le cadre de l'extension du réseau de cet établissement financier. Accompagné du wali de Djelfa, Ammar Ali Bensaâd, le directeur général de la Banque de développement local, Youcef Lalmas, a procédé à l'inauguration de cette nouvelle succursale, 3e agence commerciale du genre relevant de la BDL dans la wilaya de Djelfa. L'agence de Hassi Bahbah se distingue par un design moderne, et sa gestion est assurée par une équipe de jeunes cadres aux compétences avérées, veillant à assurer des prestations de qualité avec des offres de produits bancaires classiques et islamiques, au profit de différents types de clients. Après avoir loué cette initiative, le wali de Djelfa a souligné que Djelfa est "devenue très attractive pour l'investissement, soit un indicateur nécessitant l'extension du réseau des agences locales relevant de cette banque", a-t-il dit.

Il s'est, également, félicité du système numérique de la BDL, dans ses différents produits bancaires. "Une orientation que les pouvoirs publics œuvrent à généraliser dans le cadre du renforcement de l'option de la numérisation dans tous les domaines". L'inauguration de l'agence de Hassi Bahbah, portant le N191, s'inscrit "dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de la banque visant à se rapprocher de ses clients et à accompagner les opérateurs économiques locaux", a assuré, pour sa part, le directeur général de la BDL. Par ailleurs, au chef lieu de wilaya, le DG de la BDL et la délégation qui l'accompagnait, ont rendu visite à un nombre d'entreprises appartenant à des clients de la banque ayant bénéficié de financements dans divers secteurs, dont l'agroalimentaire. M. Lalmas s'est enquis de leurs projets et a écouté leurs préoccupations.

R E.

AFIN D’ÉVITER LA PROPAGATION DE LA FIÈVRE APHTEUSE

Fermeture provisoire de plusieurs marchés à bestiaux

Depuis l’apparition des premiers cas confirmés de la fièvre aphteuse, les services vétérinaires du ministère de l’Agriculture sont en alerte maximale. Des mesures préventives ont été prises, à travers le lancement d’une large campagne de vaccination au niveau national, et ce, afin d’anticiper sur la propagation de cette maladie. L’autre mesure prise par le ministère, c’est la fermeture provisoire de plusieurs marchés à bestiaux.

Par Slimane T

Après Médéa, Mostaganem, Djelfa, Laghouat, Sidi Bel-Abbès et d’autres wilayas, c’est autour des autorités des wilayas de Relizane et Mascara de décider la fermeture provisoire des marchés à bestiaux, afin d’éviter la propagation de la fièvre aphteuse. Un communiqué de la cellule d’information et de communication de la wilaya de Relizane a signalé que le Secrétaire général de la wilaya Tounsi Boudhene a signé, dimanche, une décision de wilaya pour la fermeture provisoire de tous les marchés hebdomadaires à bestiaux de la wilaya pour prévenir la propagation de la fièvre aphteuse touchant les animaux ruminants (bovins, ovins et caprins). Cette décision s’étalera jusqu’au 24 janvier prochain, avec le lancement de l’opération de vaccination du cheptel, a-t-on indiqué. Les autorités de wilaya ont pris, dans le cadre de cette décision, un ensemble de



dispositions préventives, notamment de "limiter le déplacement des animaux ruminants (bovins, ovins et caprins) dans la wilaya ou en dehors de son territoire, à l’exception du déplacement autorisé par l’inspecteur vétérinaire compétent". A Mascara, la fermeture de l’ensemble des marchés de vente de bétail dans la wilaya

a été décidée pour une durée de 21 jours, en prévision du lancement de la campagne de vaccination des têtes bovines contre la fièvre aphteuse, au courant de cette semaine, selon un communiqué de la cellule de communication de la wilaya. Cette décision intervient dans le cadre des dispositions préventives visant à protéger les têtes de bétail, notamment les bovins, de cette zoonose et la maîtriser, a-t-on souligné. L’Inspection vétérinaire de la wilaya a enregistré, à la mi-novembre dernière, un foyer de cas contaminés (deux vaches) de la fièvre aphteuse à Ouled Belassel (commune d’Aïn Fares), selon la même source, ajoutant que les deux animaux ont été soumis à un protocole de traitement intensifié, permettant leur guérison. Des mesures préventives d’urgence ont été prises avec têtes de bovins aux environs de la ferme où le foyer a été relevé, afin de maîtriser la situation, selon l’Inspection vétérinaire.

FINANCES

Sortie de la 40^e promotion d’inspecteurs divisionnaires de l’IEDF de Koléa

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présidé la cérémonie de sortie de la 40e promotion d’inspecteurs divisionnaires de l’Institut algéro-tunisien de l’économie douanière et fiscale (IEDF) de Koléa (Tipasa), appelés à occuper des postes de responsabilité au niveau des différents services financiers des deux pays. La cérémonie de sortie de cette 40e promotion s’est déroulée, lundi, en présence de cadres du secteur et de représentants de la section culturelle de l’ambassade de Tunisie à Alger. Créé en 1981, l’IEDF de Koléa est le fruit de la coopération entre les deux pays dans le domaine de la formation, ayant formé à ce jour 1744 cadres, a souligné le ministre. La promotion est constituée de 59 cadres en finances, dont 44 cadres algériens et 15 tunisiens, appelés

à renforcer les différents services des finances dans les deux pays, en sus de contribuer à l’amélioration et à la promotion de la performance des finances publiques, pour atteindre les objectifs mêmes de leur formation, a ajouté M. Faïd. Le ministre a assuré, dans ce sens, la poursuite du soutien au partenariat et à la coopération avec la Tunisie, pays frère, en matière de formation, à travers la promotion de l’Institut algéro-tunisien de l’économie douanière et fiscale (Algérie) et l’Institut de financement du développement du Maghreb arabe (Tunisie). M. Faïd a souligné, en outre, l’importance de "continuer à promouvoir et orienter la formation pour se mettre au diapason des développements enregistrés dans le monde de la finance

mondiale, notamment à la lumière des défis de plus en plus complexes en matière de préservation de l’argent public et de rationalisation de sa gestion, via les technologies modernes et la numérisation, d’où l’impératif d’investir dans la ressource humaine pour concrétiser efficacement les réformes tracées". M. Faïd a indiqué que ces dernières années, des efforts avaient été déployés pour renforcer et mettre à jour la formation à travers l’actualisation des programmes de formation de cet institut, et ce, en coordination avec les ministères des Finances des deux pays, notamment en ce qui concerne les cours sur les systèmes informatiques et la moralisation de la gestion des finances publiques. De son côté, le directeur général de l’IEDF, Samir Chebila, a

rappelé que les cadres diplômés avaient bénéficié d’une formation de haut niveau d’une durée de 24 mois, encadrée par des enseignants universitaires et des cadres algériens, tunisiens et étrangers, et durant laquelle les étudiants ont bénéficié de deux stages à l’étranger. La sortie de cette 40e promotion coïncide avec la mise en œuvre progressive de la réforme pédagogique (un cycle de formation complet), a poursuivi le même responsable. Lors de la cérémonie, les 59 étudiants diplômés ont été distingués par le ministre des Finances, en présence de cadres du secteur. La cérémonie a également été marquée par la distinction de certains enseignants et encadrants et du ministre des Finances, en tant qu’ancien étudiant de l’IEDF.

R E.

Quotidien economique

Les Enjeux Eco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s’adresser à : L’Entreprise Nationale de Communication, d’Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

LE GROUPE SAÏDAL DIVERSIFIE SA GAMME

123 nouveaux médicaments seront produits en 2024

Le Goupe Saïdal adopte un nouveau business plan. Il consiste à l'élargissement de son portefeuille d'activité, en diversifiant sa gamme de produits pharmaceutiques et de médicaments. Actuellement, le groupe produit 160 types de médicaments, et grâce à la stratégie, il ambitionne de le porter à 300 produits d'ici fin 2024.

Par Sirine R

Selon le PDG du Groupe Saïdal, Ouacim Kouidri, 123 nouveaux médicaments sont mis sur le marché au courant de l'année prochain et «nous aspirons atteindre une gamme de 300 médicaments à fin 2024». Il a révélé, dans une déclaration à la presse, que le groupe public va se lancer dans la production de médicaments et traitements pour les diabétiques, les maladies cardiaques et des anticancéreux. Des produits qui pèsent fortement sur le budget de l'Etat. Sa production en Algérie et par un groupe public garantira l'allègement de la facture des importations de près de 1,1 milliards de dollars d'ici 2026 et surtout de garantir une disponibilité et une durabilité dans l'approvisionnement du marché national. Ce genre de médicaments nécessaires connaît des tensions et ruptures de stocks de temps à autres. Dans le détail, 30 médicaments pour les maladies cardiaques seront produits par Saïdal et 32 autres pour le traitement du cancer. Une pathologie qui prend de l'ampleur dans notre pays et sa prise en charge est coûteuse, d'autant que les médicaments sont importés. Donc l'investissement du groupe public dans ce type de traitement ne pourrait qu'être bénéfique pour le malade et également le trésor public. Le premier responsable de Saïdal a annoncé également le lancement de la production de l'insu-

line dans ses différents types. L'Algérie importe actuellement 500 millions de dollars pour répondre aux besoins des diabétiques. « L'entrée en production d'une unité pour la production de l'insuline en stylo, à partir de juin 2024, va réduire la facture d'importation. Une fois le marché local est satisfait, nous allons s'orienter vers l'exportation », souligne-t-il. Concernant, la production de vaccin pour enfant, le même responsable a précisé que son groupe est en pourparler avancée avec le groupe français Sanofi Pasteur pour créer une société mixte de production de vaccins en Algérie. D'une capacité de production comprise entre 10 et 20 millions de doses par an, cette nouvelle unité devrait fabriquer à partir de 2024 trois vaccins de Sanofi Pasteur pour couvrir les besoins du marché algérien : les vaccins hexavalent et tetravalent, permettant l'immunisation contre la diphtérie, le tétanos, la coqueluche, l'hépatite B, la poliomyélite et les infections invasives à Haemophilus influenzae de type b, ainsi que le vaccin quadrivalent contre la grippe saisonnière. « Cette production pourrait dans un second temps être élargie à l'exportation », a précisé le patron de Saïdal. Si le montant de l'investissement n'a pas été dévoilé, Sanofi Pasteur annonce que ce projet créerait 150 emplois, dont 100 hautement qualifiés dans la biotechnologie. Le groupe public ne compte pas s'arrêter là. Il est en discussion avec l'Institut Pasteur pour la production d'autres vaccins. « Une fois le processus

de production est installé, « nous serons en mesure de répondre à la demande de l'Institut Pasteur et la production de tous les vaccins », indique-t-il. Au-delà de la réponse aux besoins nationaux, le groupe envisage se lancer dans l'exportation de vaccins pour enfants. Une fois ce projet soit concrétisé, l'Algérie sera le quatrième pays au monde qui produit ce genre de vaccins pour enfants. Sur un autre registre, le Pdg de Saïdal a annoncé que son groupe se lancera également dans la production de la matière première notamment des antibiotiques à partir de juin 2024. « Les travaux de la réhabilitation de l'unité de production de Médéa avancent bien (à 90%). Nous devons entamer la production à partir de juin 2024, dont 25% de la production sera destiné au marché local et les 75 % restantes pour l'exportation », précise-t-il. Concernant la stratégie adoptée par le groupe pour promouvoir les exportations algériennes, le Pdg Ouacim Kouidri a fait savoir que Saïdal est présente dans les foires permanentes ouvertes en Mauritanie et Sénégal et participe également dans les appels d'offres lancés par les pays africains. « Nous avons enregistrés des produits dans certains pays africain pour entamer dans une deuxième étape l'exportation », souligne-t-il. S'agissant des traitements innovants, le même responsable a indiqué que son groupe lancera incessamment un projet pour le traitement cellulaire. Un centre sera réalisé dans la ville de Sidi Abdallah, en partenariat avec le groupe Madar.

BOURSE D'ALGER

Le CPA cède 350.000 actions Alliance Assurances

Le Crédit populaire algérien (CPA) a cédé 350.000 actions Alliance Assurances, entraînant une baisse de sa participation dans le capital de cette société à moins de 5%, a indiqué la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (Cosob) dans un communiqué. « Le CPA, actionnaire de la société Alliance Assurances, a déclaré le 24 décembre 2023 la cession de 350.000 actions Alliance Assurances, dans le cadre d'une transaction de bloc datée du 14 décembre 2023 », précise la Cosob dans un communiqué publié sur son site-web. Suite à cette opération, le CPA détient désormais 373.193 actions Alliance Assurances, représentant 4,01% du capital de cette société, selon la même source. Pour rappel, le titre Alliance Assurances a été introduit à la cote officielle le 7 mars 2011, dans le cadre d'une opération d'augmentation de capital par offre de souscription. Le montant de l'offre portait initialement sur 31% du capital social, soit 1,44 milliard de dinars.

ECONOMIE-2023

Indicateurs économiques et financiers, réforme bancaire en perspective

Pour la troisième année consécutive, l'Algérie continue à afficher un progrès significatif en termes d'indicateurs économiques et financiers du fait des réformes structurelles opérées par les pouvoirs publics dans les secteurs de l'économie réelle, de l'investissement ou encore de celui des banques qui fera, en 2024, l'objet d'une « profonde réforme » dans le cadre de cette lancée économique. Les performances économique et financière de l'Algérie ont été propulsées, en 2023, par une avalanche de textes et de lois ayant consacré des réformes inédites, en têtes desquelles la loi monétaire et bancaire ainsi que la loi sur le foncier économique qui fait suite à la nouvelle loi sur l'investissement, ce qui permettra l'accélération de la dynamique d'investissement outre le lancement de milliers de projets aux niveau local et national, après de longues années d'inertie imposée par des contraintes bureaucratiques délibérées. Tout en restant sur la même lancée positive de 2022 qui a été marquée par la reprise post-Covid-19, l'année 2023 s'est caractérisée, en outre, par la poursuite du renforcement des indicateurs de croissance, permettant ainsi à l'Algérie de prévoir une croissance de 4,2% au terme de l'année, selon les estimations contenues dans le rapport de l'exposé de la loi de finances 2024. Selon les mêmes prévisions, la balance commerciale enregistrera un excédent de 14,4 milliards USD, contre 11,3 milliards USD prévus dans la loi de finances rectifi-

cative 2022, tandis que la réserve de change devrait atteindre 73 milliards USD à la fin de l'année en cours (l'équivalent de 17,8 mois d'importation), contre 61 milliards USD au terme de l'année 2022. Ce qui rend cette année remarquable est, sans doute, la mobilisation d'un budget qui, en effet, est le plus important de l'histoire de l'Algérie indépendante avec un total de dépenses avoisinant les 13.800 milliards DA au titre de la loi de finances. Ce Budget permettra de poursuivre les efforts visant à maintenir un niveau meilleur des transferts sociaux mais aussi à appuyer le pouvoir d'achat des citoyens à travers la révision de la grille indiciaire des salaires, l'augmentation de la pension du chômage, et le renforcement du programme d'investissement pour une croissance inclusive. Ainsi, un intérêt particulier a été accordé au secteur bancaire, eu égard à son rôle fondamental dans l'accompagnement des opérateurs économiques, producteurs et exportateurs. Et de préciser que cet intérêt accordé au secteur bancaire, étant l'épine dorsale de toute dynamique de développement, s'est concrétisé, en 2023, à travers la création de la Banque nationale de l'Habitat, l'un des engagements du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, parallèlement à l'accélération du programme de modernisation des banques et du développement de l'inclusion financière, ayant permis d'assurer un large éventail de mécanismes de financement alternatifs, dont la finance islamique qui enregistre désormais

des taux élevés et inédits depuis le lancement, en 2020, de son nouveau système juridique tant en matière de financement de projets que pour les dépôts. Les statistiques font ressortir que la part des dépôts, dans le cadre de la finance islamique par rapport au total des dépôts bancaires, a quadruplé en 2023 en comparaison avec les chiffres enregistrés ces dernières années, avec un total de revenus recouvrés dépassant les 800 milliards DA, tandis que l'assurance Takaful, lancée en 2021, a enregistré une croissance de près de 77 % durant le premier semestre 2023, avec un chiffre d'affaires dépassant 90 milliards de DA à la fin septembre.

Implantation de banques algériennes à l'étranger et ouverture des capitaux de deux banques publiques via la bourse

Les efforts consentis dans le secteur bancaire durant l'année en cours ont permis l'ouverture, pour la première fois dans l'histoire de l'Algérie, des premières agences bancaires nationales à l'étranger. Il s'agit de l'Algerian Union Bank (AUB) dans la capitale mauritanienne Nouakchott, et de l'Algerian bank of Senegal (ABS) à Dakar, une démarche s'inscrivant dans le cadre des efforts visant à promouvoir et à accompagner les investissements nationaux en Afrique outre les changes commerciaux avec les autres pays du continent. Cette dynamique se poursuivra prochainement avec l'ouverture d'agences de la

Banque extérieure d'Algérie (BEA) dans les grandes villes françaises où se concentre, principalement, la communauté algérienne. Dans le cadre de la poursuite de l'approche de modernisation du secteur bancaire, l'année 2023 devrait être couronnée par l'ouverture partielle du capital de la Caisse nationale d'épargne et de prévoyance « CNEP-Banque » et de la Banque de développement local (BDL), à hauteur de 30 % pour chacune. Et de rappeler que l'Etat, par le biais du président de la République, avait annoncé l'ouverture de la voie à la création de banques privées. Ce projet important vise, entre autres, la redynamisation de la Bourse d'Algérie, le développement de la gestion bancaire, et le renforcement de la transparence et des modes de gouvernance en tenant compte des méthodes de gestion modernes, d'autant que cette opération tend à associer le secteur privé à la gestion de ces établissements financiers et à créer un climat de concurrence qui profite aux clients des banques et à l'économie nationale en général. Ce projet intervient en prévision du lancement d'un projet ambitieux de réforme du système bancaire au cours de l'année prochaine. Le Président de la République avait mis l'accent sur l'impératif de « placer la réforme du système bancaire dans le cadre d'une nouvelle approche globale et intégrée captant les fonds circulant en dehors du circuit bancaire, afin de faire de l'année 2024, celle de la réforme bancaire profonde ».

R E.

INSTITUTION D'UNE
TRADITION ANNUELLE
POUR S'ADRESSER
À LA NATION

Une louable
initiative et bonne
pratique, selon
l'APN

L'Assemblée populaire nationale (APN) a salué, lundi soir, la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, d'instituer une tradition annuelle pour s'adresser à la Nation, via les représentants du peuple des deux chambres du Parlement.

L'APN a qualifié, dans un communiqué, cette décision de "louable initiative et bonne pratique dont la profondeur de la portée traduit la volonté renouvelée du président de la République de créer davantage d'opportunités, en vue de consacrer l'orientation de l'Etat vers la consolidation de la confiance du peuple en ses institutions, étant l'un de ses 54 engagements".

L'APN a exprimé sa satisfaction de voir "cette tradition renforcer la complémentarité entre les différentes institutions de l'Etat et traduire la clairvoyance du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune dans la conduite des efforts à plus d'un niveau, aux fins de concrétiser et répondre aux aspirations du peuple dans tous les aspects de la vie politique, économique et sociale".

Mettant l'accent sur l'importance de "la teneur du discours prononcé par le président de la République devant les membres des deux chambres du Parlement et les cadres de la nation", l'APN assure poursuivre son "soutien aux efforts visant à consolider les acquis réalisés ces dernières années, et sa marche sur la même voie vers la concrétisation de davantage de réalisations qui permettraient au peuple algérien d'accéder à la prospérité et au bien-être et de consolider la place de choix qu'occupe l'Algérie, pays leader dans son environnement et parmi tous les pays".

L'APN a, également, salué "l'importance accordée, par le président de la République, à la consolidation du caractère social de l'Etat, et son souci de poursuivre la lutte contre la corruption sous toutes ses formes et de maintenir les efforts d'édification d'une relance économique effective qui affranchirait l'Algérie de la dépendance aux recettes des hydrocarbures". Par ailleurs, l'APN s'est félicitée des "positions de l'Algérie vis-à-vis des questions intéressant la région et la Nation", les qualifiant de "repères et de piliers à même d'orienter la marche vers la réalisation des objectifs tracés, sur la voie frayée par les vaillants chouchas, pour que l'Algérie demeure fidèle à ses sacrifices et à ses nobles principes humains".

R E.

SALAH GOUDJIL, PRÉSIDENT DU CONSEIL DE LA NATION

«Nous renouvelons notre soutien au Président Tebboune»

Le président du Conseil de la nation, Salah Goudjil, a affirmé, hier mardi, que le discours du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, prononcé lors des travaux de la session extraordinaire des deux chambres du Parlement, était « complet » et « englobait tous les domaines ».

Par S T/Agence

« Pour la première fois, un président de la République prononce un discours à la nation devant le Parlement avec ses deux chambres », dira le deuxième homme de l'Etat, dans une déclaration à la presse, à l'issue de la réunion du Bureau du Conseil élargie aux présidents des groupes parlementaires, au lendemain de la participation du Conseil de la nation à la session extraordinaire du Parlement tenue dans ses deux chambres réunies sur convocation du président de la République Abdelmadjid Tebboune. Il a indiqué que le Sénat apprécie les mesures prises pour développer la performance éco-

nomique de notre pays. A cet effet, le bureau élargi d Conseil de la Nation a exprimé, dans un communiqué, « sa grande satisfaction pour les indicateurs positifs et rassurants inclus dans le noble discours, dont la base était un travail acharné et des réformes globales qui ont touché tous les secteurs », indique dans on communiqué, en notant que les choses n'ont pas été faciles compte tenu des conditions politiques, économiques, sécuritaires et sanitaires exceptionnelles au niveau international et régional.

Des réalisations qui ouvrent la voie « à l'optimiser quant à l'approche rationnelle et logique de l'Algérie nouvelle Algérie », qui « s'appuie sur les instruments constitutionnels et s'inspire

des principes novembristes ».

Pour le Conseil de la nation, le discours du chef de l'Etat peut être assimilé à « un programme et un document pour le présent et l'avenir », qui appelle tous, acteurs, responsables et citoyens, à une prise de conscience en changeant de « comportements et les modes de gestion ».

Un discours préservant le « caractère social de l'Etat » ainsi que « la mémoire nationale » et renforçant « la place accordée aux membres de la communauté nationale à l'étranger ». A cet effet, le Conseil national renouvelle sa « confiance au président de la République » dans « toutes les démarches adoptées ».

RND

Les acquis réalisés par l'Algérie salués

Le Rassemblement national démocratique (RND) a salué, lundi, les acquis réalisés par l'Algérie au cours des quatre dernières années, se félicitant de la tradition politique instituée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à travers son discours à la nation prononcé devant les deux chambres du Parlement. Cette tradition politique instituée par le président de la République "permet au peuple algérien de s'enquérir du bilan du Président depuis son

accession au pouvoir", a indiqué le parti dans un communiqué.

La même formation politique s'est enorgueillie "des acquis accomplis, par l'Algérie au cours des quatre dernières années, notamment les réformes constitutionnelles et l'engagement en faveur du caractère social de l'Etat à travers le renforcement des acquis sociaux par des mesures solides, à l'instar de la révision de la grille des salaires, l'exemption des personnes à faible revenu de

l'impôt, l'institution d'une allocation chômage, la révision des statuts des différents secteurs de la fonction publique et la préservation du pouvoir d'achat des citoyens". Le parti a également salué "l'engagement du président de la République en faveur d'une économie forte à travers la révision du cadre juridique relatif à l'investissement, le renforcement de la création de startups, et de la production agricole tout en allant de l'avant pour la réalisation de l'autosuffisance".

Le RND s'est également dit fier de "de son soutien aux institutions de la République pour la préservation de la sécurité et de la stabilité du pays et de ses acquis". S'agissant de la politique étrangère, le parti a affirmé son "soutien absolu aux positions de la diplomatie algérienne sous la direction du président de la République en faveur des causes justes dans le monde, en tête desquelles les causes palestinienne et sahraouie".

R N.

GRÂCE À SES RÉALISATIONS DANS DIFFÉRENTS DOMAINES

L'Algérie en passe de rejoindre les économies émergentes

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé, lundi, que l'Algérie était en passe de rejoindre les économies émergentes grâce à l'approche économique actuelle de l'Etat et aux réalisations dans le domaine de la production pharmaceutique, dans l'industrie automobile et en matière de sécurité alimentaire, relevant à ce propos l'impératif d'affranchir l'Algérie des revenus des hydrocarbures.

Dans un discours à la Nation, prononcé devant les deux chambres du Parlement au Palais des Nations (Alger), le Président Tebboune a précisé que "les résultats obtenus en matière de couverture de la production pharmaceutique et de relance de l'industrie automobile, ainsi que les différentes opportunités offertes par la politique de renforcement de la sécurité alimentaire, notamment dans le domaine de l'agriculture stratégique et saharienne, constituent un début prometteur pour que l'économie nationale soit au

rang des économies émergentes dans le monde". Evoquant les nombreux exemples du développement de la production locale, le président de la République a affirmé que l'Algérie produit aujourd'hui 70% de ses besoins en médicaments, et s'efforce d'augmenter sa production de céréales et de fabriquer les pièces détachées localement au service de l'industrie mécanique, citant à titre d'exemple les négociations en cours avec Fiat pour l'utilisation des pneus produits localement. Evoquant les réalisations et les perspectives dans le secteur des Mines, le Président Tebboune a indiqué que les pouvoirs publics avaient lancé nombre de projets structurants pour booster le développement, affirmant avoir "instruit tous les responsables du secteur des mines d'éviter l'exportation des matières à l'état brut et de les exporter après transformation".

"L'Algérie aspire à produire 5 millions de tonnes de fer", a-t-il révélé, mettant en exergue l'importance que revêt la mine de

Gara Djebilet. Le président de la République a rappelé en outre son engagement concernant l'extension du chemin de fer jusqu'à Tamanrasset, Adrar et El-Meniaa. A cette occasion, le Président Tebboune a réaffirmé son refus de recourir à l'endettement extérieur, indiquant que les réserves de change dépassaient, aujourd'hui, les 70 milliards de dollars, "grâce aux cours du pétrole, mais aussi aux nationalistes qui ont remédié à toutes les failles relevées dans notre économie".

"La croissance économique a atteint 4,2%, en témoignent les institutions financières internationales dont la Banque mondiale et le Fonds monétaire international qui a affirmé que l'Algérie fait partie des rares pays n'ayant pas de dettes et que rien n'indique un éventuel recours à l'endettement", a-t-il soutenu.

Par ailleurs, le Président Tebboune a souligné que "le taux d'inflation connaît actuellement une baisse en Algérie", affirmant que

l'action menée par l'Etat ces quatre dernières années a été marquée par l'adoption d'un plan économique à même de relancer la croissance et le développement. Et d'ajouter: "la fin du premier semestre de 2024 verra le parachèvement du projet de numérisation", mettant l'accent sur l'importance d'obtenir des chiffres exacts et réels pour réaliser le développement sur des bases scientifiques.

En ce qui concerne l'entrepreneuriat et l'innovation des jeunes, le Président Tebboune a affirmé que l'Algérie "est désormais au milieu du classement continental dans le domaine des start-up, après avoir été en bas du classement africain en la matière", rappelant que les pouvoirs publics ont accordé "un intérêt particulier" à la création d'un écosystème national pour les start-up, tout en poursuivant les efforts visant à intégrer le commerce informel dans le secteur officiel.

Synthèse R E.

SONATRACH

Adoption du plan de développement 2024-2028

Selon un communiqué du Groupe, l'assemblée générale (AG) du groupe Sonatrach a adopté, lors de sa réunion, lundi, sous la présidence du ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, le budget annuel de l'entreprise pour l'année 2024, ainsi que le plan de développement à moyen terme relatif à la chaîne de valeurs 2024-2028.

Par Reda Hadi

Les enjeux sont si importants, que selon le même communiqué, ont assisté à cette AG, le ministre des Finances, le gouverneur de la Banque d'Algérie et le représentant de la Présidence de la République en leur qualité de membres de l'Assemblée générale. Sonatrach tient absolument à réaliser ses objectifs et entend continuer de jouer un rôle central dans le développement de l'économie nationale. La première entreprise africaine prévoit d'ailleurs un plan d'investissement de 50 milliards de dollars à l'horizon 2028, destiné essentiellement à développer les capacités de production d'hydrocarbures en amont, mais aussi à l'extension des activités pétrochimiques en aval, ainsi qu'à la modernisation de ses infrastructures.

Outre cela, dans le budget adopté, il est question du développement à moyen terme relatif à la chaîne de valeurs pour la période 2024-2028, notamment les activités d'exploration et de production (...) en sus des activités liées à l'emploi, des projets de développement relatifs à la numérisation et à la transition énergétique, ou encore celles relatives à la réduction de l'empreinte carbone de Sonatrach", conclut la même source. Première entreprise d'Afrique, la Sonatrach veut encore jouer les premiers rôles, grâce à un important programme d'investissement pour consolider ses capacités de production et de modernisation des infrastructures. Lors d'une cérémonie devant marquer la célébration officielle du 60e anniversaire du groupe, le PDG du groupe avait indiqué que la Sonatrach prévoit de mobiliser une enveloppe financière de 50 milliards USD pour la période 2024-2028 dans le but de promouvoir l'investissement.



L'amont sera au cœur de ce plan d'investissement. Le P-DG de la Sonatrach qui a d'ailleurs à diriger les activités de production du groupe s'est fixé comme objectif de renforcer les capacités de production ainsi que des réserves prouvées d'hydrocarbures. Un plan d'investissement qui prévoit également le développement des activités en aval, notamment le raffinage et la pétrochimie, ainsi que la modernisation des structures du groupe. Il a ainsi expliqué que le Groupe aspirait à développer son portefeuille d'investissement par l'extension de ses activités dans le domaine des industries pétrochimiques, à travers la production du Polypropylène, le lancement des travaux de réalisation de l'unité de production du méthyl tert-butyl éther (MTBE), en sus du mégaprojet intégré de production du phosphate à même de permettre au pays, une fois mis en service, « de devenir l'un des plus grands exportateurs d'engrais aux niveaux régional et international ». Le groupe s'emploie à la modernisation

des infrastructures en les dotant des technologies de pointe, mais aussi à la réhabilitation des raffineries et à la poursuite de l'investissement dans la recherche et développement (R&D) et l'innovation outre l'encouragement à la recherche scientifique et au développement technologique et la promotion de l'excellence dans des domaines pertinents. Selon des spécialistes, ce plan s'appuie également sur la refonte du management. Dans ce sens, le P-DG de la Sonatrach a ainsi indiqué que le groupe œuvre à « instaurer les fondements d'une bonne gouvernance moderne, en vue de développer les méthodes de management et de gestion pour s'adapter aux exigences de la transition numérique à travers la généralisation de la numérisation à toutes les activités du groupe ». Il s'agit également d'accélérer le parachèvement de la réalisation du système d'information intégré qui a été adopté ces dernières années dans le souci de renforcer la performance, soutient le PDG.

LE MINISTRE DE L'ENERGIE L'A SOULIGNÉ :

«Sonatrach vise l'excellence dans tous les domaines»

Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, a réaffirmé l'engagement du Groupe Sonatrach, en tant que locomotive de développement, à accompagner « le développement économique et social du pays », et vise « l'excellence dans tous les domaines, notamment dans le domaine éducatif, à l'image de sa participation au projet de l'école numérique lancé par le ministère de l'Éducation nationale », ainsi que « dans le soutien aux transports, à l'enseignement scolaire et au renforcement des efforts déployés par les pouvoirs publics pour améliorer les conditions de

prise en charge de nos enfants scolarisés ». Un engagement réaffirmé lors de la cérémonie de remise des prix aux lauréats du concours national d'écriture organisé par le groupe, en coordination avec le ministère de l'Éducation nationale, au profit des élèves des établissements d'enseignement, à travers les différentes wilayas du pays, dans le cadre de la célébration du 60e anniversaire de la création de la société Sonatrach. Dans ce contexte, le ministre a chaleureusement félicité la soixantaine de lauréats affirmant que « leur talent et leur créativité constituent une fierté pour nous et pour Algérie ».

« Vous incarnez l'avenir de notre pays, que nous espérons brillant et prometteur. Félicitations à vous tous. Je vous souhaite encore plus de succès » a ajouté le ministre dans un message adressé directement aux heureux lauréats. Dans cet ordre d'idées, le ministre a rappelé que l'organisation de ce concours s'inscrit « dans cadre des activités sociales de Sonatrach visant à accompagner l'école algérienne » ainsi que pour « encourager les talents nationaux dans de nombreux domaines liés à l'énergie, à la protection de l'environnement et à d'autres domaines ». C'est dans ce contexte que s'inscrit ce

concours d'autant que l'éducation et la culture sont les bases de la construction d'une Algérie moderne et prospère ».

« L'écriture est un art merveilleux qui nous permet de raviver les visions et la créativité est un outil précieux pour transmettre des idées, des valeurs et la science » souligne le ministre, avant de renouveler l'engagement du secteur de l'Énergie et des Mines à « soutenir et accompagner la culture et l'éducation pour en faire des leviers de la croissance économique et sociale dans notre pays ».

Agence.

PÉTROLE

Le Brent à 79,13 dollars le baril

Les prix du pétrole ont peu varié mardi, les investisseurs se concentrant sur les tensions géopolitiques au Moyen-Orient et sur l'optimisme de la Réserve fédérale américaine qui devrait bientôt commencer à réduire ses taux d'intérêt, ce qui stimulerait la croissance économique mondiale et la demande de carburant. Le Brent a perdu 26 cents, soit 0,3%, à 79,13 dollars le baril à 0115 GMT, tandis que le pétrole West Texas Intermediate était à 73,59 dollars le baril, en hausse de 3 cents. Les échanges sont limités car certains marchés sont encore fermés pour le jour férié du Boxing Day. Les deux indices de référence ont enregistré des gains d'environ 3 % la semaine dernière après que les attaques des Houthis sur les navires aient perturbé le transport maritime et le commerce mondial, ajoutant aux tensions au Moyen-Orient alors que le conflit Israël-Gaza se prolongeait. La société danoise Maersk a déclaré dimanche qu'elle se préparait à reprendre ses opérations de transport maritime en mer Rouge et dans le golfe d'Aden, citant le déploiement d'une opération militaire menée par les États-Unis et destinée à garantir la sécurité du commerce dans la région.

Les sociétés de transport maritime avaient suspendu le passage des navires en mer Rouge, qui est reliée au canal de Suez, lequel assure environ 12 % du commerce mondial, et imposé des surtaxes pour le réacheminement des navires.

Par ailleurs, l'Iran a démenti lundi l'affirmation des États-Unis selon laquelle un drone lancé depuis l'Iran aurait frappé un chimiquier dans l'océan Indien.

Le Pentagone a déclaré ce week-end que le navire Chem Pluto, battant pavillon libérien, appartenant au Japon et exploité par les Pays-Bas, avait été touché à 200 milles nautiques (370 km) au large des côtes indiennes.

Les prix du pétrole ont également été soutenus par les prévisions de réduction des taux d'intérêt de la Fed l'année prochaine, après que les données américaines publiées vendredi ont montré que, selon certaines mesures clés, l'inflation était désormais égale ou inférieure à l'objectif de 2 % de la banque centrale. La baisse des taux d'intérêt réduit les coûts d'emprunt des consommateurs, ce qui peut stimuler la croissance économique et la demande de pétrole.

Agence

ÉRADICATION DE L'HABITAT PRÉCAIRE À BLIDA

Relogement de 60 familles à Chiffa

Soixante (60) familles occupant des constructions précaires dans la commune de Chiffa, ouest de Blida, ont été relogées samedi dans la même localité, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. « Il s'agit de la 3e phase d'une grande opération de relogement, lancée lundi dernier à Blida, ayant englobé 60 familles occupant des constructions précaires à travers plusieurs sites de cette commune, dont Sidi El-Madani, la cité Hamdania, la ferme Bouchnit, la cité Berkouk et Sidi Aïssa », a indiqué la cheffe de la daïra de Blida, Rabià Tebbal, dans une déclaration à la presse en marge de cette opération. Les familles concernées ont été relogées au site abritant 60 logements publics locaux, spécialement dédiés à l'éradication de l'habitat précaire, à la cité des « Sept chouchada » de Sidi El Madani, commune de Chiffa, a-t-elle ajouté. « Depuis son lancement à ce jour, cette opération a profité à pas moins de 176 familles », a fait savoir la cheffe de la daïra de Mouzaia, englobant la commune de Chiffa, Mme Nedjoua Sassi, soulignant la poursuite de l'opération « dans les prochains jours ». À noter la mobilisation de tous les moyens humains et matériels nécessaires pour le bon déroulement de l'opération de relogement, suivie immédiatement par la démolition des habitations libérées, en vue de destiner leurs assiettes à l'implantation de nouveaux projets de développement. A terme, cette grande opération de relogement, ayant fait l'objet d'un gel de plusieurs années, va profiter à près de 3000 familles de la wilaya de Blida, avait indiqué le wali Brahim Ouchène dans une déclaration précédente à la presse.

COMMUNES DE LA DAÏRA D'AÏN TEDLES (MOSTAGANEM)

1,2 milliard de DA pour des projets de développement

Les quatre communes de la daïra d'Aïn Tedles (Mostaganem) ont bénéficié de plusieurs projets de développement pour lesquels une enveloppe budgétaire estimée à 1,2 milliard de dinars a été allouée, a-t-on appris, lundi, auprès des services de la wilaya.

La même source a précisé que le wali de Mostaganem, Ahmed Boudouh a présidé, hier dimanche, une réunion du Conseil de wilaya élargi, lors de laquelle il a passé en revue l'état d'avancement des 144 opérations réalisées ou en cours de réalisation, lancées au titre de l'exercice 2023 dans les communes de Sour, Oued El-Khir, Sidi Belattar et la commune du chef-lieu de daïra. Suite à la présentation d'un exposé sur le taux de concrétisation des opérations mises en œuvre dans ces quatre collectivités locales, le premier responsable de l'Exécutif de la wilaya de Mostaganem a instruit les services concernés d'achever les opérations non encore réalisées, notamment celles inhérentes à

l'extension du siège de l'APC de Oued El-Khir et la réhabilitation de la route nationale 60 (RN60). Dans la même commune, le wali a ordonné le transfert des familles ayant bénéficié de 20 logements sociaux au programme des 450 logements relevant de la même formule, implantés dans la commune d'Aïn Tedles, et leur relogement dans un proche délai, et ce, parallèlement au relogement de 20 autres familles occupant des bâtisses précaires et illicites, a-t-on fait savoir de même source. Par ailleurs, le wali a exigé l'actualisation des listes des demandeurs de logements, toutes formules confondues, des quatre communes que compte cette daïra, insistant particulièrement sur les logements relevant du

programme rural. Lors de la même réunion, M. Boudouh a fixé un délai de dix jours au directeur de l'Agence foncière de la wilaya pour la prise en charge du dossier des locaux commerciaux fermés et inexploités et de procéder à leur distribution à leurs bénéficiaires potentiels. Concernant les constructions illicites, le wali a instruit les services concernés à exécuter les arrêtés de démolition, au nombre de 21, en accordant aux personnes concernées un délai de 10 jours avant de recourir à la justice, ont précisé les services de la wilaya. Lors de la même rencontre, d'autres dossiers ont été examinés, notamment ceux relatifs à la situation financière des communes et la fiscalité locale. Dans ce cadre, le premier responsable

a décidé de confier à l'Inspection générale de la wilaya le dossier du recouvrement fiscal, ordonnant également de régler les dettes contractées auprès des établissements publics, notamment l'Algérienne des eaux, la Sonelgaz et les Centres d'enfouissement technique (CET). M. Boudouh a, d'autre part, écouté les préoccupations de la société civile, promettant de les prendre en charge, l'année prochaine, avant d'annoncer l'octroi d'un soutien financier d'une valeur de deux cents mille dinars (200.000 DA) à l'association "l'Oasis verte", à titre d'encouragement pour son engagement dans la protection de l'environnement.

PRÉVENTION DES RISQUES D'INONDATIONS

Un exercice de simulation à Laghouat

Les services de la Protection civile de la wilaya de Laghouat ont effectué, lundi, un exercice simulant une opération d'intervention suite aux inondations, a-t-on appris de ce corps constitué. Premier du genre dans la wilaya, cet exercice de simulation dont sa gestion a été effectuée via un poste de commande installé au niveau du siège de la wilaya, vise à tester l'état de préparation des différents moyens matériels et humains déployés

lors de l'intervention dans le cadre du plan de secours de la wilaya, a précisé le chargé de la communication à la direction locale du secteur, le capitaine Walid Nakmouche. Dotées d'importants moyens logistiques et d'équipements spéciaux d'intervention en cas d'inondations, les équipes d'intervention qui ont participé à cet exercice, sont composées de 80 éléments, tous grades et spécialités confondus, dont des équipes de sauvetage sous les décombres et dans des

lieux inaccessibles, équipes cynotechniques ainsi que d'autres spécialisées dans les risques chimiques, radiologiques et biologiques, a-t-il ajouté. L'exercice permettra d'évaluer la mise en œuvre du plan d'action établi dans le cadre du développement et de la modernisation du secteur, notamment en termes de qualification des personnels, dans le cadre de la prévention des risques majeurs et la gestion des catastrophes.

BISKRA

Levée de gel sur le projet de station d'épuration des eaux usées des communes d'Ouled Djellal et Sidi Khaled

Le gel a été levé sur le projet d'une station d'épuration des eaux usées rejetées par les deux communes d'Ouled Djellal et Sidi Khaled, a révélé lundi le wali, Aïssa Aziz Bouras. Un montant de 3,780 milliards DA a été proposé pour la réalisation de cet important projet gelé depuis 2017, a précisé à l'APS le même responsable. Le projet s'inscrit dans le cadre des efforts de l'Etat pour la prise en charge des préoccupations des citoyens relatives à l'alimenta-

tion en eau potable et l'assainissement, a indiqué le wali qui a mis l'accent la grande importance du projet pour la protection de l'environnement, la lutte contre les maladies à transmission hydrique (MTH) et l'augmentation de la superficie agricole irriguée par la récupération et le traitement des eaux usées. Le lancement des travaux de cette station d'épuration sera effectué courant 2024 dès la fin des procédures administratives et légales, a-t-on indiqué.

STRUCTURES DE SANTÉ À GUELMA

L'année s'annonce riche en projets

La wali de Guelma a déclaré, cette semaine, lors d'une visite de travail, que le secteur de la santé allait bénéficier de nouvelles acquisitions au titre de l'année 2024 afin d'assurer de meilleures prestations de service et permettre la prise en charge efficiente des malades. Le nouveau pavillon des urgences médico-chirurgicales de l'Etablissement Public Hospitalier (EPH) docteur Okbi de Guelma sera réceptionné au cours du premier trimestre. Cet acquis est attendu avec impatience par la population et les professionnels de la santé. La cheffe de l'exécutif affirme qu'un nouvel hôpital de

soixante lits, spécialisé en neurologie et en ORL (oto-rhino-laryngologie), sera réalisé sur un site déjà retenu. De plus, une salle polyvalente sera opérationnelle à la cité Emir Abdelkader, un quartier périphérique du chef-lieu de wilaya, ainsi que dans la localité de Khézaras. Houria Aggoune révèle que les nouveaux pôles urbains de Hadjar Mengoub, de 5.400 logements AADL (Agence de l'Amélioration et du Développement du Logement, NDLR) de Belkheir et de Djebel Ancel à Oued Zénati seront dotés de structures sanitaires de base pour mettre fin aux déplacements des résidents. Par ailleurs, elle

fait part d'un projet d'envergure dont l'étude a été achevée et les travaux lancés au début du deuxième trimestre de l'année 2024, en l'occurrence un hôpital de 120 lits extensible à 240 lits qui sera implanté au Plan d'Occupation du Sol (POS) sud. La carte sanitaire de la wilaya de Guelma comporte cinq EPH, un complexe mère et enfant, quatre Etablissements Publics de Santé de Proximité (EPSP), 24 polycliniques, 150 salles de soins, cinq centres d'hémodialyse et un centre de transfusion sanguine.

APPAREILS ÉLECTRONIQUES

Les réparations impossibles

Sur le papier, il est facile de faire réparer ses appareils, un geste important pour la planète. Dans les faits, c'est le parcours du combattant. Bienvenue en France.

Par Jacques Henno

En théorie, rien de plus facile en France que de faire réparer un appareil électronique. Il suffit de se connecter, par exemple, sur le site d'Ecosystem, un des deux éco-organismes (avec Ecologic) chargés par l'Etat d'allonger la durée de vie des produits, pour trouver un réparateur labellisé : on peut alors bénéficier d'une aide financière pour la réparation de 51 produits, de l'aspirateur à la perceuse (24 nouveaux produits seront éligibles à partir du 1er janvier). On clique sur l'onglet « Trouver un réparateur » ; on choisit « Informatique et téléphonie » dans la liste des équipements proposés, on entre son code postal. Pour le 14e arrondissement parisien, 183 réparateurs sont répertoriés, mais seulement deux dans le quartier tandis que les derniers sont à 40 kilomètres. Appel du premier sur la liste, La Fafa Mobile : il ne répare pas les cartes d'alimentation des PC, notre souci du moment. Le deuxième, un magasin E.Leclerc : « Je ne fais pas les réparations, il s'agit d'une erreur du site Ecosystem... » Dépit, on fait une recherche directement sur Internet et on appelle Attiq Jawid, propriétaire de l'atelier Atikelec Electroniqueparis, à côté de la gare de Lyon, à Paris : « Non, je ne suis pas labellisé : j'ai tenté de me faire référencer, mais le site label-qualirepar.fr est un véritable casse-tête », explique cet Afghan de 57 ans qui croule sous le travail, avec 150.000 euros de chiffre d'affaires annuel. « Je refuse beaucoup de réparations car certains produits sont trop difficiles, par leur conception, à ouvrir ou démonter. Pour

votre carte d'alimentation, envoyez-moi une photo... », explique-t-il.

Louables intentions

La France fête ce mois-ci le premier anniversaire des bonus réparation : ils vont de 15 euros pour une bouilloire à 50 euros pour la réparation (si elle dépasse 150 euros) d'un ordinateur portable (montants applicables au 1er janvier 2024). Ces bonus étaient prévus par la loi Agec (antigasillage pour une économie circulaire). L'intention est louable, tant sur le plan économique qu'écologique. Une étude de l'Ademe (Agence de la transition écologique) d'avril 2020 montre qu'un foyer qui al longerait de trois ans la durée de vie de ses équipements électriques et électroniques économiserait 1.995 euros et éviterait l'émission de 528 kg d'équivalent CO2. « La réparation en elle-même a un impact carbone : transport, utilisation d'outils, de pièces détachées, consommation d'énergie. Mais elle possède un bilan positif puisqu'elle permet de repousser l'achat d'un nouveau produit », détaille Anne-Charlotte Bonjean, ingénieure durabilité à l'Ademe. Dans les faits, faire réparer son appareil électronique relève du parcours du combattant. Pour trois raisons : trop compliqué, trop cher, trop difficile de trouver un technicien. Les freins techniques à la réparation sont au nombre de trois. « Tout d'abord, certains produits électroniques, dont les pièces sont parfois collées ou serrées avec des vis spéciales, ne sont pas conçus pour être désassemblés », constate Marie Castelli, lobbyiste chez Back Market, une place de marché présente dans 18 pays qui met en relation les consommateurs avec 1.700 reconditionneurs.

« Il peut être nécessaire de faire des compromis entre durabilité et réparabilité ou entre réparabilité et miniaturisation : par exemple, pour des équipements très fins et pour une meilleure gestion, les barrettes mémoire sont parfois soudées plutôt que clipsées », reconnaît Catherine Martial, responsable de la conformité environnementale chez HP France. Deuxième obstacle à la réparation : les pièces détachées d'origine sont difficiles d'accès ou trop chères.

Apple et l'appariement

Enfin, une nouvelle arme antiréparation est apparue il y a quelques années. « Nous avons porté plainte contre Apple et sa pratique de l'appariement : le logiciel des derniers iPhone détecte toute pièce de rechange non installée par un réparateur agréé Apple et en bloque parfois certaines fonctionnalités, explique Laetitia Vasseur, déléguée générale et cofondatrice de l'association française HOP (Halte à l'obsolescence programmée). Une enquête a été ouverte par le procureur de la République. » « Pour l'instant, en France et en Europe, sur le plan légal, rien ne s'oppose à l'appariement », regrette Sandra Auboy, chargée du développement du marché français chez iFixit, qui promeut l'autoréparation. L'appariement n'est donc pas pris en compte dans le calcul de l'indice de réparabilité, prévu aussi dans la loi Agec, pour quelques appareils électroniques et ménagers. L'Ademe établit le cahier des charges : facilité de démontage et disponibilité des pièces, outils nécessaires ; les fabricants calculent eux-mêmes les indices de leurs produits ; la DGCCRF contrôle. « L'interdiction de l'appariement et des au-

tres techniques antiréparation est un des points sur lesquels nous nous battons dans le cadre des discussions actuelles sur la proposition de droit à la réparation de l'UE », martèle Cristina Ganapini, coordinatrice de la coalition Right to Repair. La question du coût ? Selon l'Ademe, lorsque le ratio « coût de la réparation/prix du produit neuf » est supérieur à 33 %, les consommateurs doivent donc pouvoir distribuer des bonus réparation mais aussi faire pression sur les fabricants pour qu'ils rendent les réparations moins coûteuses, par exemple en autorisant l'utilisation des pièces recyclées, compatibles ou imprimées en 3D. « Nous militons pour que les informations nécessaires à l'impression 3D soient dans le passeport numérique des produits prévu dans le projet de règlement sur l'écoconception des produits durables », poursuit Cristina Ganapini. Si ces législations européennes sont approuvées, il ne restera donc plus qu'à trouver un réparateur. « Au 30 novembre, nous étions à près de 4.700 points de réparation labellisés en France, avec un objectif à 7.800 fin 2024 », détaille-t-on au ministère de la Transition écologique, qui renvoie vers Ecosystem et Ecologic pour les mesures concrètes. « Réparateur est un métier historique avec une population qui vieillit, qui retrouve juste aujourd'hui un regain d'intérêt, admet Nathalie Yserd, directrice générale d'Ecosystem. Nous travaillons sur un ensemble de mesures : étoffer le catalogue des formations, communiquer sur le métier, améliorer sa rentabilité... ».

Source : Les Echos

Le commerce international est bon pour la planète

La COP 28 intelligemment organisée à Dubaï fut l'occasion renouvelée de fustiger le commerce international que certains jugent prédateur de l'environnement. Pourtant, les traités de libre-échange sont un outil juridique propice à imposer un haut standard de normes sociales et environnementales.

Par Me Hervé Guyader

Par un raccourci non dénué de sens, les opposants au commerce mondial jugent que cette dimension et les trajets au bilan carbone que cela implique sont dévastateurs pour l'environnement. Et ce n'est pas l'argument de confort jugé « petit-bourgeois » de la satisfaction à continuer à consommer des produits exotiques qui pourrait rééquilibrer le débat. Les slogans sont connus. Comment oser manger des mangues et boire du café quand nul n'ignore que cela revient à sacrifier glaciers et banquise ? Avant que les questions environnementales ne prennent l'ampleur qu'on leur connaît, c'était la question du déséquilibre économique et du sacrifice des industries européennes qui nourrissait l'opposition frontale réservée au TTIP, célèbre traité transatlantique par lequel l'Europe, déjà honnie, chercha à s'acoquiner avec l'ogre américain. Les agriculteurs français auraient péri, les consommateurs français auraient été empoisonnés. C'était il y a 10 ans.

Des accords de libre-échange d'un nouveau type

À l'époque, depuis l'origine du GATT (General Agreement on Tariffs Trade), accord sur les tarifs douaniers, il n'était guère question que de taxes et droits de douane, en clair de gros sous. Les esprits ont considérablement évolué depuis. Les nouveaux accords s'emparent de questions bien plus vastes de propriété intellectuelle, de normes, concernent les services et les marchés publics, l'accès aux

marchés intérieurs. Le CETA, traité conclu avec le Canada en 2017, prévoyait même dans son article 11 la mutuelle reconnaissance des qualifications professionnelles, créant ainsi une sorte de programme Erasmus transatlantique. L'Europe vise ainsi à imposer ses normes, les plus élevées, à ses partenaires commerciaux en sorte de faire taire ceux qui continuent de décrire les traités comme des vecteurs de sacrifice de droits humains et sociaux imposés par les plus stipendiés et de canaux d'importations de produits dangereux ou empoisonnés si l'on souvient des tracts promettant aux français qu'ils mangeraient du saumon canadien bourré des pires toxines. Depuis, personne n'est mort. Autre exemple : les produits fabriqués en Chine doivent satisfaire les exigences de sécurité européenne s'ils veulent pouvoir être importés, ce qui assure un haussement qualitatif important. L'intérêt de ces nouveaux accords est qu'il est désormais question de mutuelles reconnaissances d'indications géographiques protégées : 145 appellations européennes sont désormais protégées au Canada. Le chiffre est passé à 200 lors de la signature du traité avec le Japon en 2019 (JEFTA). Mais il y a encore mieux.

L'intégration de standards environnementaux

La nouveauté consiste à réfléchir à l'intégration des normes environnementales strictes aux futurs partenariats commerciaux. Le droit du commerce international évolue en ce sens. Le droit français a, par exemple, érigé le devoir de vigilance des multinationales qui se voient imposer des cartographies de risques et autres plans de vigilance des-

tinés à s'assurer que leurs sous-traitants étrangers respectent avec scrupule les normes sociales et environnementales européennes et françaises. L'image des accords commerciaux réduits à de simples canaux favorisant les échanges sans autre cadre que l'intérêt financier est révolu. Il est désormais question d'éthique sans qu'il ne soit question de décroissance. Car l'Europe et la France auront besoin de croissance et d'argent pour faire face aux nombreux défis qui se présentent : la gestion du 4e âge, les dépenses de santé, la transition écologique... Les nouveaux accords sont autant de possibilités offertes aux exportations françaises dans un souci de responsabilité et de croissance durable. C'est tout le sens de l'ambitieux plan « Osez l'export » lancé par le ministre Olivier Becht qui vise à passer de 150.000 entreprises exportatrices françaises à 200.000 à horizon 2030. Elles n'étaient que 125.000 il y a quatre ans, avant le Covid. La progression est déjà notable. Il faudra, pour certains, oublier la détestation viscérale du monde des affaires, de l'argent décuplée par la dimension internationale pour accepter de regarder avec réalisme les exigences financières du monde de demain.

* Avocat au barreau de Paris, docteur en Droit, président du Comité français pour le droit du commerce international (CFDCI).

Source : La Tribune.fr

ENVIRON 103 MILLIONS DE BARILS ONT ÉTÉ EXPORTÉS
Les revenus irakiens de pétrole ont atteint 8,48 milliards de dollars en novembre

Le ministère irakien du Pétrole a annoncé que les revenus du pays provenant de l'exportation de pétrole brut s'élevaient à environ 8,48 milliards de dollars en novembre dernier, selon les statistiques finales publiées par la Iraqi Oil Marketing Company (SOMO). Le Bureau gouvernemental d'information et de communication du ministère a déclaré dans un communiqué publié sur Telegram que l'Irak avait exporté environ 103 millions de barils de pétrole le mois dernier, à un prix moyen de 82 365 dollars le baril.

ALORS QUE LES NÉGOCIATIONS AVEC LES OBLIGATAIRES ÉCHOUENT L'Éthiopie ne parvient pas à rembourser 33 millions de dollars de dette

L'Éthiopie n'a pas réussi à payer les obligations d'une valeur de 33 millions de dollars qui étaient dues le 11 décembre, et le délai de grâce a expiré lundi, devenant ainsi le dernier défaillant en Afrique. Le conseiller principal en réforme du ministère des Finances, HingatShamil, a confirmé que le paiement n'avait pas été payé et ne le serait pas. Selon « Bloomberg », le ministre éthiopien des Finances, Ahmed Cheedy, a déclaré que le gouvernement ne voulait pas payer le montant parce qu'il « veut traiter tous les créanciers de la même manière ». Un comité ad hoc des détenteurs d'obligations a déclaré ce mois-ci qu'il considérerait la décision de ne pas effectuer le paiement « inutile et regrettable ». Le ministère éthiopien des Finances avait déclaré dans un communiqué que de « graves pressions externes sur les liquidités » l'avaient incité à informer les détenteurs d'obligations que sa position ne permettrait pas le paiement du produit des obligations d'un montant de 33 millions de dollars dû le 11 décembre dernier, ce qui pourrait conduire à un défaut de paiement. Le ministère des Finances a ajouté que « malheureusement, dans le peu de temps disponible entre le début des discussions et la prochaine date de paiement des intérêts, un accord ne peut être trouvé. » Ce défaut place l'Éthiopie parmi un nombre croissant de pays en développement qui ont fait défaut sur leurs euro-obligations ces dernières années, notamment la Zambie, le Ghana et le Sri Lanka. L'Éthiopie cherche à reformuler ses engagements depuis 2021, alors que la guerre civile dans la région du nord du Tigré a entraîné une détérioration de la confiance des investisseurs et une détérioration de la croissance économique.

SELON LE MINISTRE SAOUDIEN DE L'INVESTISSEMENT

Investissements de 600 milliards de dollars dans le secteur pétrochimique d'ici 2030

Le ministre saoudien des Investissements, Khalid Al-Falih, l'Arabie Saoudite prévoit d'investir 600 milliards de dollars dans le secteur pétrochimique du Royaume d'ici 2030.

Le ministre a annoncé dans son discours lors du Forum d'investissement saoudo-japonais, organisé à Riyad, que 14 accords et mémorandums d'accord seront annoncés entre des entités et des entreprises saoudiennes et japonaises au cours du forum dans des secteurs, notamment l'eau, les communications, les technologies de l'information, l'énergie, les services financiers et les soins de santé.

Le ministre a ajouté que 45 grandes entreprises japonaises participent au forum, qui examinera les opportunités pour les entreprises prometteuses de mettre en œuvre des mégaprojets dans le Royaume, tels que NEOM et la Mer Rouge.

Il a souligné que la délégation japonaise comprend 14 start-up possédant des technologies uniques qui leur permettent de contribuer à la transformation de toute une industrie, expliquant que le Royaume accueille favorablement l'entrée de start-up sur ses marchés soutenues par des sources fiables de financement dans le cadre des efforts saoudiens visant à renforcer l'entrepreneuriat et la technologie afin de récolter les fruits de la révolution numérique. Il a déclaré qu'il existe une demande croissante d'emprunts dans le Royaume, d'une valeur de plus de 1 500 milliards de dollars, et que les banques et les gestionnaires d'actifs japonais continueront d'y contribuer.

Il a déclaré que le marché boursier saoudien « Tadawul » poursuivrait le processus de croissance entamé au cours des six dernières années et il espérait qu'il y aurait des opportunités d'une valeur de 1,7 billion de dollars sur le marché boursier saoudien « Tadawul », qu'il s'agisse d'instruments de dette ou d'actions, qui crée de nombreuses opportunités dans le Royaume pour le secteur financier japonais.

Il a souligné que le secteur de l'énergie représentait un axe fondamental des relations entre l'Ara-



bie saoudite et le Japon au cours des soixante-dix dernières années, et que le Royaume était le premier et le plus important partenaire et le plus proche fournisseur de pétrole et de gaz liquéfié du Japon au cours de l'importante crise économique. Les étapes qu'a traversées l'économie japonaise après la guerre mondiale et tous les chocs économiques auxquels elle a été exposée.

Il a ajouté : "Nous poursuivrons nos investissements conjoints et nos partenariats dans le développement du secteur des hydrocarbures, en vue de développer notre activité commune dans l'avenir des nouvelles énergies".

Il a expliqué que le Japon a formulé la première stratégie nationale sur l'hydrogène au monde en 2017 et vise à augmenter ses approvisionnements en hydrogène à 12 millions de tonnes par an d'ici 2040. En retour, le Royaume s'efforce et est même déterminé à devenir le plus grand centre mondial de production et d'exportation, de l'hydrogène propre, et le Japon a

été le premier pays à recevoir le premier, une cargaison d'ammoniac bleu du Royaume.

Il a déclaré que le Japon est classé comme l'un des pays les plus importants au monde dans le domaine de la pétrochimie et des industries manufacturières, car il possède de multiples technologies dans ce secteur.

Il a déclaré que le Japon est l'un des pays les plus importants au monde en matière de construction navale et qu'il joue un rôle de premier plan dans le développement de technologies et d'industries de pointe, et qu'il a prouvé son leadership en fabriquant le premier navire au monde capable de transporter de l'hydrogène liquéfié. Nous sommes impatients de transférer la technologie et les connaissances dans le domaine de la construction navale et de bénéficier des avantages compétitifs du Royaume et de l'excellente infrastructure de la ville de Ras. La ville industrielle d'Al-Khair est une zone particulière liée aux industries maritimes.

Le ministre a ajouté que le monde a été confronté, au cours des dernières années, à des défis dans les chaînes d'approvisionnement qui ont coïncidé avec des transformations énergétiques, environnementales et technologiques. C'est pourquoi le Royaume a lancé l'initiative du programme de chaînes d'approvisionnement mondiales « Jisri », qui vise à renforcer le rôle du Royaume. en tant que contributeur majeur dans la fourniture de solutions visant à améliorer la flexibilité des chaînes d'approvisionnement mondiales, ce qui comprend un système diversifié ciblant les investissements.

Il a déclaré qu'à cette fin, le Royaume avait lancé des villes économiques et des zones spéciales, fourni les meilleures réglementations exécutives et des incitations sans précédent aux investisseurs, et permettrait aux entreprises qui investissent d'accélérer leur croissance et de s'intégrer aux marchés régionaux et mondiaux.

APRÈS UNE INTERRUPTION DE PLUS DE 9 ANS

La Bourse libyenne reprend ses activités

La Bourse libyenne a repris ses activités lundi dans l'une des salles de la capitale, Tripoli, après une interruption de plus de neuf ans en raison de la situation politique et sécuritaire du pays.

Le chef du gouvernement d'unité nationale, Abdelhamid el-Dabaiba, le président du conseil d'administration de la Bourse, Bachir Mohamed Achour, et d'autres responsables ont sonné pour signaler la reprise des échanges.

Une source a indiqué que la Bourse dispose d'une autre salle des marchés à Benghazi, la deuxième plus grande ville de Libye, où les échanges devraient reprendre la semaine pro-

chaine. El-Dabaiba a déclaré que le marché boursier est « l'un des moyens d'améliorer l'économie libyenne ».

Il a ajouté que l'importance du marché boursier s'incarne dans le « doublement de la production locale et le comblement du déficit budgétaire », ce qui réduit la charge sur le budget général de l'État.

Achour a déclaré que le succès du marché dépend de la stabilité et du développement des différents secteurs du pays, ajoutant que la bourse s'efforcera d'obtenir une augmentation du volume des cotations.

Le conseiller média du marché boursier, Lamine

Haman, a déclaré que sur dix sociétés, huit sociétés étaient inscrites au programme de négociation lundi, mais que seulement trois d'entre elles ont commencé à négocier.

La Bourse libyenne a commencé ses activités en 2006. Mais après la chute du régime de Mouamar Kadhafi lors du soulèvement soutenu par l'OTAN en 2011, les échanges ont été interrompus pendant plus de 12 mois.

Lors de la guerre civile entre factions armées en compétition pour le pouvoir en 2014, la bourse a de nouveau interrompu son activité. La même année, le pays producteur de pétrole se divise entre deux factions belligérantes, l'Est et l'Ouest.

TOGO

le budget 2024 voté, s'équilibre à 2 179 milliards FCFA !

Au Togo, la représentation nationale a adopté le 22 décembre 2023 la loi de finances, exercice 2024. Elle s'équilibre en ressources et en charges à 2179 milliards FCFA. C'est la première fois que le budget du Togo franchit la barre des 2 000 milliards FCFA.

Rapportée au budget rectificatif de 2023, soit 1975 milliards FCFA, l'enveloppe prévisionnelle de 2024 enregistre une hausse de 10,3%. Elle sera consacrée à hauteur de 48% à la promotion de l'inclusion et au développement du capital humain contre 44,4% en 2023. 30,1% seront destinés à la transformation économique et 21,9% au renforcement de l'Etat. Concrètement, les ressources vont financer

les projets visant la résilience de l'économie des couches les plus vulnérables, l'organisation des élections législatives et régionales. Les dépenses de l'Etat en 2024 seront également axées sur la défense de l'intégrité du territoire national et les secteurs comme la santé, les travaux publics, l'économie maritime, la pêche, l'agriculture, l'économie numérique, le commerce et l'industrie. Essentiellement, la facilité élargie de crédit

(FEC) du FMI accordée au Togo pour un montant d'environ 400 millions de dollars à taux nul permettra de répondre aux besoins en matière d'inclusion et de sécurité nationale, selon le ministre de l'économie et des finances, Sani Yaya. Avec ce budget, l'exécutif togolais prévoit également de doter les collectivités territoriales, des moyens nécessaires pour financer leurs projets de développement, indique-t-on.

KENYA ET L'UE

Signature d'un accord commercial "historique"

"Historique", le premier d'envergure depuis 2016 entre l'UE et un pays du continent africain, où Bruxelles veut renforcer ses liens économiques face à la présence chinoise. Cet accord de partenariat économique (APE), négocié de longue date et conclu en juin, garantit aux produits kenyans un accès libre de droits et sans quotas au marché européen et des réductions tarifaires pour les produits européens à destination du pays d'Afrique de l'Est. "C'est (...) le début d'un partenariat historique pour une transformation historique", a déclaré William Ruto lors de la cérémonie de signature du texte dans la capitale kenyane Nairobi, en présence de la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen. Mme von der Leyen a qualifié ce partenariat de "gagnant-gagnant", appelant d'autres pays d'Afrique de l'Est à rejoindre l'accord. "Nous ouvrons un nouveau chapitre dans notre très solide relation et nos efforts doivent désormais se concentrer sur sa mise en œuvre", a-t-elle déclaré. Le commissaire européen au Commerce, Valdis Dombrovskis, a estimé dans un communiqué que cet "accord historique", avec un pays qui "est le centre économique de l'Afrique de l'Est", "débloquera de nouveaux domaines de coopération et bénéficiera mutuellement à nos



travailleurs, entreprises et commerçants". L'UE représente plus de 20% des exportations du Kenya, selon des données gouvernementales, principalement des produits agricoles: fruits et légumes, thé, café, fleurs... Le total des échanges commerciaux entre les deux marchés a atteint 3,3 milliards d'euros en 2022, en hausse de 27% depuis 2018, selon des chiffres de l'UE. - "Partenariat ambitieux" - Les parlements kényan et européen doivent désormais approuver le texte, qualifié la semaine dernière par le Conseil européen

de "partenariat économique le plus ambitieux" conclu avec un pays en développement. Il comprend également des engagements en faveur du développement durable, de la protection de l'environnement et des droits du travail. Cet accord s'inscrit dans une volonté de Bruxelles de tisser des liens économiques plus étroits sur le continent africain pour tenter de contrer la présence de la Chine, qui multiplie les dépenses dans de grands projets d'infrastructures. Au Kenya, la ligne ferroviaire reliant Nairobi au port de Mombasa (472 km), inaugurée en

2017, a été construite et financée par des sociétés chinoises, pour un montant de 5 milliards de dollars (4,6 milliards d'euros). L'UE a pris des mesures pour contrer le programme chinois dit des "Nouvelles routes de la soie", également connu sous le nom de "La Ceinture et la Route", en annonçant en février qu'elle augmenterait les investissements au Kenya de centaines de millions de dollars par le biais de sa propre stratégie, "Global Gateway". Le Kenya est considéré par la communauté internationale comme une démocratie stable dans une région régulièrement secouée par des crises politiques ou militaires. En marge de la conclusion de l'accord en juin, Valdis Dombrovskis avait affirmé à la presse que l'Afrique était "une région prioritaire" pour l'UE, espérant que l'accord avec le Kenya ferait écho ailleurs sur le continent. Cet accord est l'aboutissement de négociations commerciales entre l'UE et la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC) débutées il y a une dizaine d'années. En 2014, l'UE et l'EAC - à l'époque le Kenya, le Rwanda, l'Ouganda, le Burundi et la Tanzanie - ont finalisé les négociations en vue d'un accord de partenariat économique, mais seul Nairobi l'a ratifié.

BÉNIN

200 millions de dollars du FMI contre le changement climatique

Le Conseil d'administration du Fonds monétaire international a annoncé jeudi un nouvel accord avec le Bénin pour un prêt d'un montant équivalant à 200 millions de dollars américains sur deux ans, au titre de la Facilité pour la résilience et la durabilité. Cet accord de financement doit soutenir le programme des autorités de ce pays d'Afrique de l'Ouest visant à renforcer sa résilience au changement climatique notamment en intégrant les considérations climatiques dans l'élaboration des politiques, a expliqué le FMI dans un communiqué. Selon le communiqué du FMI, le Conseil d'administration a également achevé la troisième revue de l'accord de 42 mois, approuvé en juillet 2022, portant sur une aide de 638 millions de dollars afin de permettre au Bénin de répondre à ses besoins de financement urgents, de soutenir son plan de développement axé sur la réalisation des objectifs de développement durable et de mobiliser davantage les ressources auprès des donateurs. Cette revue achevée permet le décaissement immédiat de 101,58 millions de DTS (droits de tirages spéciaux, unité de compte du FMI qui repose sur un panier de cinq grandes monnaies internationales), correspondant à environ à 136 millions de dollars pour l'appui budgétaire. Depuis le début du programme, le décaissement total a atteint 369 millions de DTS, soit environ 494 millions de dollars. La performance du programme reste solide, avec tous les objectifs quantitatifs à fin juin 2023 atteints et les repères structurels mis en œuvre, a estimé le FMI. "La mise en œuvre résolue des réformes par les autorités aide à surmonter les vents contraires liés à la fermeture de la frontière avec le Niger, dans un contexte de sanctions régionales contre ce pays, et à la suppression progressive des subventions aux carburants au Nigeria", a déclaré Kenji Okamura, directeur général adjoint et président par intérim du FMI, cité dans le communiqué. "Il sera important de rester vigilant face aux retombées financières et socio-économiques de ces chocs pour préserver la stabilité macroéconomique", a ajouté M. Okamura.

Le FMI va prêter 100 millions de dollars à la Somalie

Le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé mardi un prêt d'environ 100 millions de dollars sur trois ans à la Somalie, qui avait en octobre bénéficié d'un plan de réduction de sa dette. La Somalie aura accès à 75 millions de DTS (droits de tirages spéciaux, ou SDR en anglais, unité de compte du FMI, qui repose sur un panier de cinq grandes monnaies internationales), correspondant à environ 100 millions de dollars, avec un décaissement immédiat de 40 millions de dollars de soutien au budget.

Les fonds seront versés dans le cadre de la facilité élargie de crédit (FEC), qui apporte une aide financière à moyen terme aux pays à faible revenu qui connaissent des difficultés prolongées de balance des paiements. "Le nouveau programme somalien soutenu par la FEC s'appuie sur les progrès réalisés jusqu'à présent (...) et vise à contribuer aux réformes dont l'objectif est de renforcer les principales institutions économiques et de promouvoir une croissance inclusive", détaille le FMI dans son communiqué. Le soutien des partenaires interna-

tionaux est "impératif pour soutenir les efforts de réforme des autorités", est-il précisé. En octobre, le FMI avait annoncé un accord avec les créanciers internationaux pour un plan de réduction de la dette de la Somalie à hauteur de 4,5 milliards de dollars, et avait alors salué une stratégie de réduction de la pauvreté mise en œuvre depuis au moins un an et le maintien d'une bonne gestion macroéconomique. La Somalie, pays de la Corne de l'Afrique d'environ 17 millions d'habitants, est confrontée depuis le début du mois d'octobre à des

pluies diluviennes causées par le phénomène climatique El Nino, qui ont déplacé au moins un million de personnes et fait plus de 100 morts. Le pays a également fait face ces dernières années à plusieurs épisodes de sécheresse historique qui ont décimé le bétail. La Somalie est aussi confrontée depuis 2007 à une insurrection des islamistes radicaux shebab, groupe affilié à Al-Qaïda. Après des progrès notables, l'offensive lancée par les autorités somaliennes a marqué le pas ces derniers mois.

EURONEXT

Quel bilan pour les nouveaux venus en bourse de l’année 2023 à Paris ?

Après une année 2022 terne, le bilan des introductions en Bourse de 2023 n'est pas flatteur tant sur les montants levés que sur le nombre d'opérations. Et pour les entreprises qui ont décidé de se lancer cette année, leur audace n'a pas vraiment été récompensée.

Déjà en perte de vitesse l'an dernier, le marché des introductions en Bourse a connu un gros coup de froid en 2023. Les espoirs étaient pourtant permis sur une reprise des opérations en 2023. Las, ce scénario ne s'est pas du tout réalisé, selon les dernières données du cabinet EY qui évoque "une année contrastée". Encore en 2023, le contexte de marché n'a pas été propice à un renouvellement de la cote, qui a été émaillée par les inquiétudes des investisseurs concernant les taux d'intérêt et l'inflation. Ces craintes se sont propagées jusqu'au marché parisien qui n'a comptabilisé que 7 entrées en Bourse cette année. Six entreprises ont tenté leur chance sur Euronext Growth, le compartiment dédié aux petites et moyennes entreprises, tandis que le spécialiste américain des cosmétiques Coty a quant à lui privilégié le compartiment professionnel d'Euronext, pour s'offrir une double cotation à Paris (en plus de celle à New York). Ce compartiment spécifique offre une souplesse aux sociétés étrangères souhaitant s'acclimater au marché parisien, en permettant depuis 2017 aux émetteurs l'admission de leurs titres sur un marché réglementé sans émission, ni cession dans le public. Par contre, sur le compartiment réglementé d'Euronext Paris, c'est tout simplement une année blanche. Aucune opération avec une offre au public n'a été recensée depuis l'introduction en Bourse de Lhyfe, en mai 2022. En octobre, l'éditeur de logiciels Planisware était en piste pour débloquer ce compteur et intégrer le compartiment A d'Euronext Paris - réservé aux capitalisations de plus d'1 milliard d'euros - avant se raviser la veille de son entrée en Bourse, évoquant des conditions de marché adverses.

Autant de déconvenues qui expliquent le faible nombre de transactions, tout comme les montants levés qui n'ont pas dépassé les 300 millions d'euros depuis le début de l'année, rappelle également EY.

Osmosun carton boursier de 2023

Dans ce contexte, comment se sont comportées les nouvelles sociétés entrées à la Bourse de Paris cette année? Le bilan n'est pas très flatteur. Le nombre de sociétés cotant toujours au dessus de leur cours d'introduction en Bourse se compte sur les doigts d'une main, dont Osmosun, le spécialiste du dessalement d'eau qui a clairement remporté l'adhésion des investisseurs en 2023, soutenu par une thématique porteuse à savoir la gestion de l'or bleu. Le titre gagne 24% depuis son entrée en Bourse, après avoir vu son cours doubler mi-juillet, au milieu d'un épisode caniculaire qui a mis en exergue les tensions sur les ressource en eau. Hormis Osmosun, le parcours boursier des autres sociétés n'a pas été un long fleuve tranquille. Le spécialiste de l'apprentissage de la conduite en ligne Lepermislibre a été la première société à inaugurer les opérations de l'année 2023. Et son parcours boursier tient plus de la sortie de route que d'une ascension tranquille, puisque son action perd près de 70% depuis son entrée en Bourse en février. Son introduction a été suivie en avril, de celle du groupe Florentaise,, qui concède plus de 75% de sa valeur depuis son entrée en Bourse. Là aussi, le bilan n'est pas à l'avantage de cette société spécialisée dans les terreaux bas carbone, qui a publié des comptes très dégradés pour l'exercice clos au 30 juin dernier et dont la situation financière est sujette à de nombreuses inquiétudes. D'ailleurs à court de liquidités et très endetté au moment de se présenter à la porte de la

Bourse de Paris, le groupe a finalement levé dans la douleur moins que prévu en avril dernier, lors de son introduction. Troisième entrée en Bourse de l'année 2023, Mon courtier énergie limite à ce jour la casse avec un recul inférieur à 20% depuis ses premiers pas boursiers fin mai. Pour cette société bordelaise spécialisée dans le courtage en énergie pour les professionnels, ce ne sont pas les performances opérationnelles qui sont remise en cause par les investisseurs, elle est juste victime de l'aversion des investisseurs pour les petites et moyennes capitalisations. De son côté, Vinpai cède 16,7 % depuis son entrée en Bourse au mois de juillet. Le spécialiste des ingrédients naturels pour l'agroalimentaire et la cosmétique avait une première fois tenté de se lancer en Bourse en juin 2022, avant de rebrousser chemin devant des conditions de marché adverses. En ce qui concerne Stif, nous nous laissons un peu plus de temps pour revenir sur cette opération à l'occasion d'un futur bilan, la société ayant fait ses premiers pas boursiers cette semaine. Mais la séance inaugurale a été convaincante, avec un titre qui a gagné près de 9%, pour son premier jour de cotation mercredi 20 décembre. A voir si cette tendance se confirmera avec le respect ou non de la feuille de route annoncée lors de l'introduction en Bourse. Pour simplifier le graphique ci-dessous, nous avons fait le choix de nous concentrer uniquement sur les sociétés ayant fait une offre publique et d'écarter les placements privés et les cotations directes.

Une histoire boursière crédible

A la vue de cette année 2023 plus que contrastée pour les nouveaux venus en Bourse, une question se pose: comment bien réussir son introduction puis connaître ensuite un bon parcours boursier? Réponse simple: tenir ses (belles) promesses. Au moment de l'introduction en Bourse, l'entreprise doit en effet proposer aux investisseurs une vision claire sur 3 à 5 ans, rappelle Nisa Benaddi, associée chez Euro-Land Corporate. Pour maximiser les chances d'une histoire boursière réussie, elle rappelle que les sociétés doivent veiller à annoncer un projet de développement

clair sur un segment de marché porteur qui est soutenu par un management impliqué, y compris au capital. Et plus les promesses faites au moment de l'introduction en Bourse sont tenues, "plus les investisseurs maintiendront leur confiance à la société, voire la renforceront, et de nouveaux (investisseurs, NDLR) rejoindront le capital", rappelle la spécialiste.

Si on élargit désormais la loupe non plus sur la seule année 2023 mais sur l'ensemble des introductions en Bourse de petites et moyennes valeurs depuis 2021, seule une poignée de sociétés est parvenue depuis à dégager une performance positive. Pour simplifier le graphique suivant, nous avons également fait le choix de nous concentrer uniquement sur les sociétés ayant fait une offre publique et d'écarter les placements privés et les cotations directes. "Si l'on regarde les introductions en Bourse survenues ces dernières années, les 5/6e des entreprises évoluent sous leurs cours d'introduction ce qui tend à démontrer qu'elles étaient entrées sur la cote à un prix trop élevé. Et plus vous êtes petits, plus la probabilité de connaître une baisse après l'introduction est importante", précisait Pascal Quiry dans un précédent article consacré à la sous-performance des petites et moyennes capitalisations sur le marché parisien.

"Toute déception peut générer une défiance des investisseurs et créer les conditions d'une chute progressive de l'action. Dans une telle hypothèse, il sera plus compliqué pour la société d'attirer des investisseurs, voire de lever des fonds dans de bonnes conditions", abonde Nisa Benaddi. Malgré tout, la Bourse reste un formidable moyen pour les entreprises de se financer. Toutefois, les "conditions de marché" -systématiquement mises en cause lorsque l'opération n'aboutit pas- ne résument pas à elles seules l'échec ou la réussite d'une opération. Ce sont bien les conditions proposées aux investisseurs (multiples de valorisation demandés) qui in fine garantissent ou non la réussite du projet.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
Cours du : 25 Décembre 2023					
Valeur : 27 Décembre 2023					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.1113	134.1263
1	EUR	EURO		147.6565	147.6999
1	GBP	POUND STERLING		170.2352	170.3191
100	JPY	JAPANESE YEN		94.2124	94.2428
1	CNY	CHINESE YUAN		18.7865	18.7889
1	CHF	SWISS FRANC		156.5806	156.6530
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		101.1474	101.2121
1	DKK	DANISH KRONE		19.8111	19.8165
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.3829	13.3872
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.0017	13.2689
1	AED	UAE DIRHAM		36.5137	36.5278
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.7497	35.7613
1	KWD	KUWAITI DINAR		436.1343	436.8935
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.3703	43.8062
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.5318	13.5333
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.4357	27.5764
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5311	3.5315
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		179.9975	179.9975

La Bourse de Tokyo clôture en faible hausse

La Bourse de Tokyo a fini en légère hausse mardi une séance qui a manqué d'éléments de nature à orienter le marché, au lendemain d'un jour de fermeture de la plupart des bourses mondiales pour les congés de Noël. L'indice vedette Nikkei a progressé de 0,16% à 33.305,85 points et l'indice élargi Topix a grappillé 0,06% à 2.338,86 points. «Avec le Nikkei 225 à des niveaux élevés, les ventes de fin d'année visant à bloquer les profits et les pertes» ont pesé sur les indices, a commenté Hideyuki Ishiguro de Nomura Asset Management, cité par l'agence Bloomberg. La Bourse de Hong Kong observait mardi encore une trêve pour Noël. Bas du formulaire Daihatsu suspend sa production. Le constructeur automobile japonais Daihatsu, filiale de Toyota (+0,15%), a annoncé lundi l'interruption de la production dans l'en-

semble de ses usines au Japon au moins jusqu'à fin janvier après un vaste scandale de tests de sécurité truqués révélé la semaine dernière. Daihatsu est en négociations avec ses fournisseurs en vue de les indemniser, selon des sources citées par l'agence Kyodo. Le pétrole en hausse Le yen remontait face au dollar, un dollar valant 142,29 yens vers 06H10 GMT contre 142,35 yens lundi à 21H00 GMT. L'euro reprenait du terrain à 156,86 yens contre 156,70 yens la veille. La monnaie japonaise progressait face au billet vert, à raison d'un euro pour 1,1024 dollar contre 1,1008 dollar lundi. Le marché du pétrole était dans le vert : vers 06H00 GMT le baril de WTI américain gagnait 0,37% à 73,83 dollars et celui de Brent de la mer du Nord avançait de 0,35% à 79,35 dollars.

SUITE À DES CRAINTES SUR LA RÉCESSION MONDIALE

2023, année morose pour les fusions et acquisitions

Les craintes sur la récession mondiale ont grippé le marché des fusions-acquisitions en 2023. Après l'embellie spectaculaire post-Covid, rares sont les secteurs qui ont pu poursuivre leur consolidation. Les exceptions se trouvent du côté des filières stratégiques, dans un contexte géopolitique incertain où la défense des intérêts souverains devient centrale.

« Il y a une chose que le M&A [le marché des fusions-acquisitions] déteste, c'est l'incertitude », lâche, en guise de résumé de l'année 2023, un banquier d'affaires. Ce constat, beaucoup d'autres professionnels le partagent, accusant « les histoires d'inflation, les taux d'intérêt, les conflits géopolitiques... ». Rares sont ceux qui ont eu des opérations à se mettre sous la dent ces douze derniers mois. Une situation antinomique avec la période Covid où l'afflux de liquidités avait dopé les transactions entre les entreprises. En 2021, les « fusacsq », avaient atteint 5.800 milliards de dollars, en hausse de 64% par rapport à 2020, et un record, selon le rapport annuel du cabinet d'avocats Allen & Overy, s'appuyant sur les données du spécialiste des données financières Refinitiv. Cette embellie était alors due à deux phénomènes : d'abord « les grandes entreprises technologiques qui procédaient à des acquisitions à un rythme accéléré » pour se développer, tandis que les entreprises traditionnelles « cherchaient à accélérer leur propre transformation numérique », appuie le cabinet. Depuis la remontée des taux d'intérêts est venue calmer l'euphorie dans la tech, tant du côté des acheteurs que des vendeurs. Ces derniers ont parfois du mal à accepter une baisse de prix de leurs actifs, dont la perspective de croissance à moyen et long terme s'est assombrie dans un contexte économique morose.

Montant total en baisse de plus de 20%
Ainsi, pour 2023, le patron de la banque américaine JP Morgan à Paris, Kyril Courboin, évoque une année « calme » quand l'un de ses concurrents, interrogé par l'AFP, parle, lui, d'un millésime 2023 « très mauvais ». Refinitiv traduit en chiffres ce sentiment largement partagé : le montant cumulé des opérations a chuté de 21% dans le monde cette année par rapport à 2022 - avec les dernières données arrêtées à fin novembre -, pour atteindre un point bas depuis dix ans. La France n'est pas épargnée et le coup d'arrêt est net sur le « large cap », les opéra-

tions à plus d'un milliard d'euros. Les spécialistes de ce segment, comme Lazard, souffrent particulièrement : la banque d'affaires franco-américaine a enregistré une perte nette de 139 millions de dollars entre janvier et septembre, et se déleste de 10% de ses effectifs.

Les plus gros se maintiennent dans la course
Mais certaines firmes parviennent à dompter le marasme. Ainsi, dans le secteur minier, les besoins en métaux stratégiques exigés par la transition énergétique sont tels que les groupes poursuivent le mouvement de consolidation. Pour 2023, à rebours de la tendance, en matière de rachats et de fusions, le montant devrait atteindre 65 milliards de dollars (contre 36 milliards de dollars en 2022), soit son plus haut niveau depuis 2012, estimait le cabinet

d'études Dealogic. Début mai, l'australito-britannique BHP Billiton, la première compagnie minière mondiale en termes de valorisation, a finalisé le rachat de 100% de la compagnie minière australienne OZ Minerals pour 6,4 milliards de dollars. Dans le lithium, l'Australien Allkem rachète l'étasunien Livent pour 10 milliards de dollars pour créer un nouveau groupe qui va lui permettre de se hisser à la troisième place mondiale. Sous la même pression, les M&A sont à l'avantage des plus gros : le japonais Mizuho s'est ainsi emparé de l'américain Greenhill, et l'italien Mediocredito est en train de s'offrir la boutique tech londonienne Arma Partners. Le contexte contraint aussi les banques d'affaires à être plus inventives. « On a été très créatifs cette année pour essayer de faire des opérations qui contour-

naient toutes les difficultés structurelles et la frilosité des investisseurs », témoigne un banquier parisien interrogé par l'AFP. Plutôt que de vendre à prix cassé, certaines sociétés de capital-investissement préfèrent par exemple conserver plus longtemps leurs participations en les transférant dans un fonds successeur, appelé fonds de continuation.

Des achats tactiques
Les grands groupes se font eux aussi rares à l'achat, hormis quelques exceptions, comme des annonces d'acquisitions tactiques à l'étranger dans la défense (Thales, Safran) ou le luxe (Kering), ou encore le rachat des activités de logistique internationale de Bolloré par l'armateur CMA CGM (propriétaire de La Tribune depuis 2023), qui devrait être finalisée au premier trimestre 2024. Les prix sont déjà à un point bas depuis 2018 sur le segment de marché juste en dessous, c'est-à-dire les entreprises de taille moyenne (ETI) valorisées entre 15 et 500 millions d'euros, d'après l'indice calculé tous les trimestres par la société de gestion Argos Wityu. Les investisseurs institutionnels (assureurs, fonds de pensions...) ont par ailleurs tendance à moins diversifier leurs investissements, préférant un petit nombre de sociétés de gestion au grand nombre de produits (capital, dette, infrastructure) plutôt que l'inverse. La période pousse donc les acteurs du capital-investissement, acheteurs et vendeurs compulsiifs d'entreprises, à eux aussi entrer dans une phase de consolidation, surtout si leurs métiers s'avèrent complémentaires. La société d'investissement Wendel a ainsi annoncé mi-octobre un accord en vue de reprendre IK Partners. Quelques semaines plus tard, Omnes Capital entrait en négociations exclusives avec l'Idi, Naxicap ayant de son côté des vues sur Entrepreneurs Invest.

La Chine critique les sanctions américaines contre le projet russe Arctic LNG-2

Les États-Unis ont imposé des sanctions à Arctic LNG-2 en novembre dans le cadre d'un ensemble de nouvelles mesures radicales prises à l'encontre de Moscou en raison de la guerre en Ukraine. L'actionnaire majoritaire russe Novatek a déclaré un cas de force majeure en raison des sanctions américaines, selon certaines sources. Le média russe Kommersant a rapporté lundi que les majors pétrolières d'État chinoises CNOOC Ltd et China National Petroleum Corp (CNPC), toutes deux parties prenantes, avaient également déclaré la force majeure dans le projet. La coopération économique entre la Chine et la Russie est dans l'intérêt mutuel des deux pays et "ne doit pas être entravée ou limitée par une tierce partie", a déclaré Mao Ning, porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères, lors d'une conférence de presse régulière mardi. "La Chine s'est toujours opposée aux sanctions unilatérales et à la juridiction des armes longues sans se fonder sur le droit international", a-t-elle ajouté. Le projet Arctic LNG-2 devait commencer à produire au début de 2024. Novatek détient une participation de 60 % dans le projet, tandis que CNOOC et CNPC ont chacune une participation de 10 %, tout comme la société française TotalEnergies et un consortium composé des sociétés japonaises Mitsui & Co et JOGMEC.

JAPON

Le taux de chômage est resté stable en novembre, à 2,5%

Le principal syndicat de travailleurs au Japon a annoncé qu'il demanderait au printemps des augmentations de salaires de l'ordre de 5%, son objectif le plus ambitieux depuis près de 30 ans. Le taux de chômage au Japon est resté stable en novembre à 2,5% de la population active, selon des données corrigées des

variations saisonnières publiées mardi par le ministère des Affaires intérieures et conformes aux attentes des économistes. Un marché du travail plus "resserré" pourrait offrir un soutien aux négociations salariales annuelles entre les syndicats et le patronat japonais au printemps prochain. La confédération Rengo, principal syndicat de

travailleurs au Japon, a annoncé qu'elle demanderait à cette occasion des augmentations de salaires de l'ordre de 5%, son objectif le plus ambitieux depuis près de 30 ans. Les hausses de salaires insuffisantes dans l'archipel sont l'une des raisons invoquées par la Banque du Japon (BoJ) pour justifier le maintien de sa poli-

tique monétaire ultra-accommodante, à rebours de celles observées dans les autres grandes économies. La semaine dernière, le gouverneur de la BoJ Kazuo Ueda a ainsi estimé qu'il fallait encore "vérifier si un cercle vertueux entre les salaires et les prix peut être atteint".

INDONÉSIE: Le bilan de l'explosion dans une usine de nickel monte à 18 morts

Le bilan de l'explosion survenue dimanche dans une usine chinoise de traitement de nickel, en Indonésie, s'est alourdi à 18 morts, a indiqué mardi un responsable de la police locale, qui a dénombré trente blessés toujours hospitalisés. «Le nombre de victimes qui sont mortes a augmenté de cinq personnes, donc le total est désormais de 18 décès», a déclaré le chef de la police de Morowali, Suprianto, qui n'a qu'un seul nom, comme beaucoup d'Indonésiens. Les brûlures recouvraient plus de 70% du corps de la plupart des victimes décédées, a-t-il poursuivi, en indiquant que huit d'entre elles étaient de nationalité étrangère. Parmi les blessés, 24 personnes restent hospitalisées, et six autres sont traitées dans des cliniques de l'entreprise de l'usine, a ajouté le responsable. L'accident s'est produit vers 05H30 heure locale (21H30 GMT samedi) dans une usine de la compagnie Indonesia Tsingshan Stainless Steel (ITSS) dans le parc industriel de Morowali, sur l'île de Sulawesi (est), à environ 1.800 kilomètres à vol d'oiseau de la capitale Jakarta. L'île de Sulawesi est un grand centre de production de nickel, un métal utilisé notamment dans les batteries des voitures électriques et pour la fabrication de l'acier inoxydable. La Chine a fortement investi dans des usines sur place mais les conditions de travail et de sécurité y sont souvent décriées. Selon les premiers éléments de l'enquête, l'explosion s'est produite durant des travaux de réparation d'un haut-fourneau. Un liquide inflammable s'est embrasé, et l'incendie s'est propagé à des réservoirs d'oxygène qui ont explosé. ITSS est une filiale du numéro un mondial du nickel, le groupe chinois Tsingshan Holding Group, qui contrôle également le parc de Morowali. Une porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères a déclaré lundi que Pékin avait demandé à son ambassade à Jakarta de rechercher les causes de l'explosion, en coordination avec les autorités indonésiennes. En janvier, deux travailleurs, dont un citoyen chinois, avaient été tués dans une usine de fusion de nickel située dans le même complexe industriel pendant une émeute déclenchée à cause des conditions salariales et de la sécurité au travail. En juin, un accident survenu dans cette usine avait fait un mort et six blessés.

COMPARATIF

Ligier Myli vs Citroën Ami : Match des poids coqs

Ces deux « quadricycles légers » tricolores, accessibles dès 14 ans, entendent transformer notre relation à la mobilité. Mais quels sont leurs usages et leurs limites au quotidien ?

Les raisons d'opter pour la Citroën Ami... Ceci n'est pas une voiture. Il suffit de s'approcher de la micro-Citroën pour en découvrir tous les excéntricités. On accède à l'habitacle via une portière antagoniste et les tubes constituant la structure du véhicule sont bien visibles. Le siège conducteur se trouve quasiment au niveau des roues arrières. On découvre un habitacle spartiate mais fournissant l'essentiel. Sur le combiné, l'autonomie restante s'affiche en gros avec la vitesse. Les rangements sont nombreux et bien pensés (surfaces antidérapantes pour les objets, patère pour les vêtements, filets dans les bacs de porte...). En l'absence de coffre, on glisse sans peine une valise cabine dans un espace prévu à cet effet entre les deux passagers. Les plastiques sont bas de gamme, mais les assemblages sont désormais corrects. Ceci contraste avec une Ligier aux matériaux branlants ou aux bruits de mobilier désagréables. Depuis le poste de pilotage de l'Ami, on profite d'une vue à 360° inégalée, malgré la petitesse des rétros digne d'un vélo hollandais. D'ailleurs, en ville, la comparaison avec le bi-clou n'est pas usurpée. L'Ami pivote en 7,20 m, contre plus de 8,50 pour la Ligier, permettant demi-tours et manœuvres aisées, même aux débutants (même si cela requiert de nombreux tours de volant : la direction manque également un chouïa de retour au moment de redresser la trajectoire). On s'insère sans peine dans le trafic urbain malgré une puissance d'à peine 7 chevaux, inférieure à celle d'un kart de location. Le 0 à 45 km/h est bouclé en 10 secondes, soit une vitesse équivalente à celle d'un sprinter sur 100 mètres. Si une récente vidéo tournée à Monaco montrant une Citroën Ami capotant dans un virage a fait le tour des réseaux sociaux, la faute en revient au conducteur : le comportement est sécurisant jusqu'à 45 km/h si l'on ne joue pas aux benêts. De surcroît, l'amortissement est fort ferme mais sérieux. Certes, en matière de moelleux, l'Ami fait moins bien qu'une voiture conventionnelle sur les gendarmes couchés. Plus souple à l'avant, la Ligier « tape » davantage de l'arrière, au détriment des lombaires. Le freinage de la Citroën est opéré par quatre tambours. Conformément à la tradition, le ressenti dans la pédale se montre très « on/off ». Mais il y a un avantage évident. En déclenchant (volontairement) un freinage d'urgence... Crrrrris. L'Ami s'arrête presque instantanément, les garnitures grattant l'intérieur des tambours sans états d'âme. Même si les pneus Barum perdent vite leur grip, le stop s'effectue en quelques mètres à peine. En la circonstance, l'absence d'ABS impose de bien maintenir le volant droit. Voilà qui est finalement bien plus sécurisant que les quatre disques (compacts) en inox disposés sur la Ligier. Lors de notre essai, la pédale de



gauche de la Myli se montrait de plus en plus spongieuse au fil des kilomètres. Rappelons également que les quadricycles légers ne sont pas soumis aux mêmes règles que les autos classiques en matière de sécurité passive. Côté recharge, c'est ultra simple : la Citroën se recharge en 4 heures sur une prise domestique. Enfin, l'Ami s'entend mieux que sa rivale avec votre portefeuille. En entrée de gamme, la « puce » est proposée à partir de 7 990 euros (hors bonus de 900 euros). Notre finition Tonic ajoute un crochet à sac côté passager, une pince pour smartphone, des filets dans les bacs de portière, des stickers, 4 enjoliveurs ou le boîtier DAT@AMI permettant de connaître par exemple l'état de charge sur un smartphone. Avec cette dotation, l'Ami est facturée 9 190 euros... Ces morceaux de plastique sont donc bien coûteux. N'empêche, on est largement en-dessous de la Ligier, qui démarre à 12 490 euros avec une autonomie inférieure. Quant à la Myli « toutes options » que nous essayons dans les deux prochaines pages, il faut dépenser près du double (17 099 euros) pour se l'offrir...

On aime :

- Agilité en ville
- Comportement sérieux
- Véhicule anti-conformiste

On aime moins :

- Faible autonomie
- Sièges inconfortables
- Absence de coffre

... ou de choisir la Ligier Myli

Ceci est davantage une voiture. Avec sa silhouette bi-corps, son format plus généreux (+ 55 cm en longueur) et son look de micro-

SUV, la Ligier Myli évoque davantage l'automobile conventionnelle. Côté visibilité, on a le plaisir de retrouver un rétroviseur intérieur ainsi que de vrais miroirs extérieurs réglables, permettant de mieux appréhender le trafic. La position de conduite – comme dans l'Ami, le siège est seulement réglable horizontalement et le volant est fixe – se montre plus agréable sur la durée. Mieux, le siège en simili-cuir est proche des standards automobiles, bien loin des ignobles strapontins de la Citroën. Le petit volant trois branches se place devant un écran d'instrumentation basique mais lisible proposant vitesse instantanée et état de charge de la batterie. On aurait préféré que ce dernier affiche un pourcentage plutôt que de simples barrettes. La Ligier bénéficie également en option d'un vrai écran central tactile d'infodivertissement de 10 pouces (!). Attention : il n'est pas très vélocé et sa prise en main n'est pas naturelle : on s'y reprend à plusieurs fois pour savoir si notre commande est bien exécutée. Il est heureusement compatible Apple Car Play et Android auto – c'est une petite option à 199 euros - via un câble USB. Ceci autorise l'utilisation de la navigation et de votre musique, même si les deux hauts-parleurs Pioneer ne brillent pas par leur qualité acoustique. Pour écouter de la musique en Ami, il faudra trimballer son enceinte portable. La Myli est équipée de surcroît de vitres électriques et non de simples vitres battantes comme sur sa rivale. Les courses ont droit à un vrai coffre. On note au passage un hayon XXL au seuil ras-des-pâquerettes et une capacité de 459 litres. Attention : le stockage s'effectue plus en hauteur qu'en profondeur. Le battant est d'ailleurs composé d'une simple plaque de verre partiellement habillée de plastiques et d'auto-collant. La présence d'une climatisation dans

la Ligier permet de rafraîchir les cervelles, qui surchauffent très rapidement lorsque le soleil tape sur la verrière de la Citroën. Malheureusement, comme la (simple) ventilation installée dans l'Ami, le rafraîchissement se paye ici cher (1 499 euros) et par un bruit de sèche-cheveux parfaitement désagréable. Là aussi, les accélérations autorisées par la machine Valeo sont suffisantes et se distinguent du tac-tac des diesels habituellement montés sur les véhicules sans permis, même si l'oreille capte quelques claquement. Point positif : Ligier propose trois capacités de batteries différentes. Les packs lithium-fer-phosphate sont eux-aussi made in France puisqu'ils sont assemblés par E4V, entreprise située près du Mans (Sarthe)*. En entrée de gamme, la Ligier fait moins bien que l'Ami (4,14 kWh, 63 km d'autonomie) mais sur les versions plus huppées dotées de l'« autonomie haute performance » de 12,42 kWh, le rayon d'action s'élève à 120-140 kilomètres (192 à l'homologation « moto », différente de la WLTP automobile), soit près du double de sa rivale. Il ne faut donc pas se soucier chaque jour de la recharge, ce qui assure au conducteur ou à la conductrice davantage de sérénité. D'ailleurs, si l'Ami propose une prise domestique, la Ligier offre de surcroît en option un câble « type 2 » (pour la Citroën, il faut un adaptateur). Attention : cela n'accroît pas la puissance de recharge, plafonnée à 2 kW et n'accélère donc nullement la recharge. Mais ceci permet de se lier à davantage de bornes publiques, parfois dépourvues de branchement 230 volts. Les accumulateurs se rechargent en environ 6 heures, ce qui là aussi rapproche la Ligier de l'automobile électrique conventionnelle. *La Ligier est également made in France, contrairement à l'Ami qui est assemblée aux côtés des Peugeot 208 thermiques à Kénitra, dans le nord du Maroc.

On aime :

- Autonomie et recharge
- Dotation plus riche
- Made in France

On aime moins :

- Tarif exagéré
- Finitions médiocres
- Comportement peu rigoureux

Notre verdict :

L'écart de tarif rend l'équation (très) difficile pour la Ligier. Mais cette dernière plaira à ceux qui veulent bénéficier d'une petite voiture plutôt que d'une surprenante solution de mobilité.

BRABUS

Une version plus sportive du Mercedes GLC 300

Brabus nous a habitués à s'occuper des modèles surpasseurs de chez Mercedes. Mais cette fois, c'est un GLC « normal » qui passe par les ateliers du préparateur. Le Mercedes GLC est un SUV premium, tout ce qu'il y a de plus classique. Certes, le ticket d'entrée est élevé et ne le place donc pas au rayon des modèles généralistes, mais il peut être sobre. Surtout dans toutes ses versions « non-AMG ». Mais cela manquait un peu de sportivité aux yeux du préparateur allemand Brabus. Et oui, la société ne se limite pas à modifier les produits déjà sportifs de AMG de chez Mercedes. En témoigne donc son dernier projet basé sur un humble GLC 300 4Matic. La nouvelle génération du SUV allemand bénéficie ici d'une aérodynamique retravaillée, de jantes en alliage plus grandes et d'un peu plus de puissance. Le moteur turbo de 2,0 litres gagne quelques chevaux grâce à une mise à niveau de la cartographie moteur.

Le Mercedes GLC sobre, mais sportif

Le kit carrosserie de Brabus pour le GLC est compatible avec la version AMG Line qui présente déjà un look plus agressif que

les versions de base. Brabus a ajouté des inserts en fibres de carbone (brillants ou mats) autour des entrées d'air sur les boucliers avant et arrière, une extension de spoiler arrière en polyuréthane de haute qualité, des petits éléments spécifiques sur la calandre et des logos Brabus.

Le changement le plus notable concerne les jantes forgées Monoblock Z à dix rayons de plus grand diamètre. Celles-ci prétendent améliorer la maniabilité et la réactivité du SUV allemand. Bien sûr, ce n'est qu'un des nombreux modèles de jantes disponibles chez Brabus. Les changements sont moins importants à l'intérieur. L'habitacle gagne quelques logos Brabus, des pédales en aluminium et des tapis en velours.

Brabus propose plus de puissance

Le GLC 300 4Matic de série est équipé d'un moteur quatre cylindres turbocompressé de 2,0 litres. Celui-ci est équipé d'une hybridation légère. Le tout développe 258 chevaux et 400 Nm de couple. Grâce à l'ajout du BrabusPowerXtra B30 Performance Upgrade, le bloc développe désormais 300 chevaux et



450 Nm de couple. Mis à part les modèles AMG, ce GLC Brabus est donc le plus puissant de tous. L'entreprise ne mentionne aucune modification du châssis, ce qui signifie que le véhicule conserve sa suspension et ses freins d'origine. La société allemande ne précise pas non plus combien coûte cette version du Mercedes GLC. Une chose est certaine : Brabus n'est pas allé « trop loin » et c'est déjà bien.

WINDOWS PHONE SUR UN MAC

Ça fonctionne, mais ça pique un peu les yeux...

Le système d'exploitation de Microsoft est peut-être obsolète, mais il ne cesse de nous impressionner, pratiquement quatre ans après son abandon.

L'époque de Windows Phone est bien révolue. Si l'OS, dans ses différentes versions, n'a pas réussi à conquérir le marché des smartphones, il n'en était pas moins impressionnant. Fluide, accessible et plutôt bien conçu, il s'inscrivait dans la volonté de Microsoft d'exporter l'expérience Windows sur mobiles, consoles et tablettes. Et, la firme avait plutôt bien travaillé sur certains aspects, comme en témoignent ces images.

Une combinaison originale et inattendue

Imaginez un MacBook un peu vieux, un peu démodé. Et ensuite, visualisez-le en train de faire tourner Windows 10 Mobile. L'exercice mental n'est pas évident, puisqu'il s'agit d'un système d'exploitation pour téléphones portables qui n'a pas été conçu pour un ordinateur estampillé Apple. Et pourtant, la chaîne YouTube Nobel Tech nous en fait la démonstration dans une de ses récentes vidéos. Le youtubeur semble lancer l'OS à l'aide d'une clé USB bootable et de Boot Camp, et se retrouve rapidement face à l'interface bien reconnaissable de Windows Phone. Il utilise le trackpad de l'ordinateur pour naviguer entre les menus et les applications, et le clavier est pris en charge, du moins en partie. Cependant, d'autres composants essentiels ne paraissent pas fonctionnels, et notamment la puce wifi.

Les capacités de l'UWP à l'honneur

L'expérience reste impressionnante. D'autant que, tout au long de son parcours, Nobel Tech nous montre quelques applications qui s'adaptent parfaitement à l'écran du MacBook. Le calendrier, par exemple, est parfaitement utilisable ici, même s'il a été conçu pour être utilisé verticalement. Le menu des paramètres n'est pas en reste et ressemble fortement à celui de Windows 10. Et, ce n'est pas pour rien. Pour permettre aux développeurs de transposer facilement leurs applications d'un type d'appareil à l'autre sous Windows, Microsoft avait créé la plateforme UWP. Le fait que les applications Windows Phone puissent s'adapter à un écran d'ordinateur n'est donc pas surprenant. Il est bon de voir le résultat du travail de la firme américaine dans un contexte aussi original, des années plus tard. Alors, Windows 10 Mobile sur votre MacBook, ça vaut le coup ? Pas vraiment. Si Nobel Tech ne partage pas de guide d'installation, le système d'exploitation n'est plus supporté depuis des années. Nombre de ses fonctionnalités sont désormais obsolètes, et dans tous les cas, l'expérience n'est pas toujours optimale et stable. De plus, certains éléments, comme le menu des notifications, ne se prêtent pas très bien à ce nouvel environnement. Reste à savoir si le portage de cet OS pourra être amélioré et optimisé à l'avenir. Ce qui serait aussi inutile qu'intrigant.

Guide pour faciliter votre transition de Windows à macOS

Changer de système d'exploitation est souvent perçu comme un grand saut dans l'inconnu. Pour de nombreux utilisateurs, passer de Windows à macOS peut sembler intimidant, mais ce n'est pas forcément une épreuve. Avec un peu de préparation et les bons outils, la transition peut être fluide et même amusante. Dans cet article, nous allons vous guider à travers les étapes clés pour effectuer une transition en douceur de Windows à macOS. Nous aborderons les aspects importants tels



que le transfert de vos données, la découverte des différences fondamentales entre les deux systèmes, les premiers pas sur votre nouveau Mac, ainsi que la personnalisation de macOS pour répondre à vos besoins spécifiques.

Transférez vos données de Windows à macOS

La première étape cruciale dans votre passage de Windows à macOS est le transfert de vos données. Cela peut sembler une tâche ardue, mais avec les bons outils et un peu de planification, vous pouvez vous assurer que tous vos documents importants, photos, musiques et plus encore vous suivent dans votre nouvelle aventure avec Apple.

Utilisation de l'Assistant de migration d'Apple

Apple propose un outil intégré, l'Assistant de migration, qui facilite grandement la transition. Ce dernier prend en charge le transfert de vos contacts, calendriers, comptes de messagerie, et même de certains paramètres de Windows, rendant votre Mac prêt à l'emploi presque immédiatement. Pour l'utiliser, il suffit de télécharger l'Assistant de migration sur votre PC et de suivre les étapes simples pour transférer vos données via votre réseau Wi-Fi ou un câble Ethernet.

Transfert manuel via un disque dur externe

Si vous préférez un contrôle plus manuel ou si vous avez de grandes quantités de données, l'utilisation d'un disque dur externe est une option fiable. Vous pouvez copier vos fichiers sur le disque dur depuis votre PC, puis les transférer sur votre Mac.

Utilisation de services de cloud

Les services de cloud tels que iCloud, Dropbox ou Google Drive offrent une autre méthode efficace pour transférer vos données. En téléchargeant vos fichiers sur l'un de ces services depuis votre PC, vous pouvez facilement y accéder sur votre Mac. Cela est particulièrement utile pour les documents et les photos, et cela ajoute l'avantage d'avoir une sauvegarde en ligne de vos données importantes.

Différences clés entre PC et Mac

Après avoir transféré vos données, il est essentiel de comprendre les différences fondamentales entre Windows et macOS. Cette compréhension vous aidera à naviguer dans votre nouvel environnement avec aisance et confiance.

Interface utilisateur et expérience

L'une des premières différences que vous remarquerez est l'interface utilisateur. macOS propose un design épuré et intuitif. La barre des menus en haut de l'écran et le Dock en bas sont centraux dans l'expérience utilisateur de macOS, offrant un accès rapide aux applications, aux documents et aux paramètres système. Contrairement à Windows, les fenêtres d'applications sur macOS n'ont pas de bouton "maximiser", mais plutôt un bouton vert pour entrer en mode plein écran ou en mode Split View pour le multitâche. Plus récemment, Apple a ajouté le Stage Manager, une nouvelle méthode pour le multitâche qui permet de rapidement passer d'un set de fenêtre à un autre.

Système de fichiers

macOS utilise un système de fichiers différent, appelé APFS (Apple File System), conçu pour la rapidité et l'efficacité, surtout avec les SSD. Cette différence peut affecter la façon dont vous organisez et accédez à vos fichiers. Par exemple, macOS favorise l'utilisation d'étiquettes et de piles sur le bureau pour organiser les fichiers, ce qui peut être un changement pour les utilisateurs habitués à la structure de dossier plus traditionnelle de Windows. Le système de fichiers ExFat présente l'avantage d'être compatible avec les deux systèmes d'exploitation. Il peut donc être intéressant d'avoir un disque formaté en ExFat durant sa transition.

Intégration de l'écosystème Apple

Si vous utilisez déjà d'autres produits Apple, comme un iPhone ou un iPad, vous apprécierez l'intégration étroite entre ces appareils et votre Mac. Des fonctionnalités telles que Handoff, AirDrop et Continuity permettent une expérience utilisateur cohérente et fluide entre vos appareils Apple.

Sécurité et vie privée

Apple met un fort accent sur la sécurité et la vie privée. macOS est réputé pour sa robustesse en matière de sécurité, grâce en partie à des fonctionnalités telles que Gatekeeper, qui vérifie les applications pour des logiciels malveillants avant leur installation. De plus, CleanMyMac offre des fonctionnalités supplémentaires pour maintenir votre Mac sécurisé et optimisé, en supprimant les fichiers inutiles et en gérant les autorisations des applications.

Premiers pas sur votre nouveau Mac

Une fois que vous avez configuré votre Mac et transféré vos données, il est temps de commencer à explorer macOS. Voici quelques étapes essentielles pour vous familiariser avec votre nouvel environnement et le rendre aussi confortable que possible.

Configurer un identifiant Apple

Si vous avez déjà un iPhone ou un iPad, vous avez probablement un identifiant Apple. Utilisez le même identifiant pour vous connecter sur votre Mac. Cela synchronisera vos applications, messages, contacts, photos et plus encore entre vos appareils Apple. Si vous n'en avez pas, c'est simple et gratuit de créer un nouveau compte Apple.

Découvrir l'interface utilisateur de macOS

Prenez un moment pour vous familiariser avec l'interface unique de macOS. Explorez le Finder, qui est l'équivalent de l'Explorateur de fichiers de Windows, apprenez à utiliser le Launchpad pour accéder à vos applications, et découvrez comment les différentes préférences système peuvent être ajustées pour personnaliser votre expérience.

Configurer Time Machine pour les sauvegardes

La sauvegarde de vos données est cruciale. macOS rend cela facile avec Time Machine, un outil de sauvegarde intégré qui travaille en arrière-plan pour sécuriser vos données. Connectez simplement un disque dur externe et configurez Time Machine pour commencer à sauvegarder votre Mac automatiquement.

Connecter des périphériques et des imprimantes

Votre Mac devrait reconnaître et se connecter automatiquement à la plupart des imprimantes et périphériques. Si vous rencontrez des difficultés, l'utilisation de l'assistant d'impression et de numérisation intégré à macOS peut aider à simplifier le processus.

Optimiser avec CleanMyMac

Pour garantir que votre Mac fonctionne à son meilleur, considérez l'utilisation de CleanMyMac. Cet outil peut nettoyer des fichiers inutiles, gérer les extensions et plugins, et optimiser les performances globales de votre Mac, vous permettant ainsi d'avoir une machine rapide et efficace dès le début.

Explorer le Mac App Store

Le Mac App Store est le meilleur endroit pour trouver de nouvelles applications. Que vous ayez besoin d'outils de productivité, de jeux, ou de logiciels de création, le Mac App Store a une vaste sélection d'applications approuvées par Apple. En suivant ces étapes, vous serez bien parti pour profiter pleinement de votre nouveau Mac. N'oubliez pas que chaque nouvelle expérience nécessite un peu d'adaptation, mais bientôt, utiliser macOS semblera aussi naturel que d'utiliser Windows.

Mots fléchés

Courrier	Le cobalt	Garniture	Scalpels	Renforcer	Manuelle de charme	Rapace
Teinture	Panthère	Fleuve de Géorgie		Ouvert en guettant		Chrome du chimiste
					Bouclier	
					Contraire	
Île de France		Fin de verbe	Pintes			
Incitation		Vénéneuse				
						Centre de recherche astro-nomique
						Calmant
Défense de rose			Fruits de Provence			
Souverain déchu			Clore de nouveau			Ville algérienne
		Sinuosité	Future rivière	Blessés		
En tête				Rongé		
Dodue			Hautains		Astate du chimiste	
			Attachée			
Arriver	Crasseux			Tablette	Ils passent le hérisson	Titane
	Tordre					Levier
				Pour l'erbium		Nez
Titre princier		Prix réduit				
Euphorique				Avant midi	Académie	Veste prussienne
				Infidélité		
Chlore		Sans fausse note	Gros rongeur			
Plein de poils			Cortèges			
			Nid d'espions	Totalement sans effet		
Bronze	Tour de cou				Devant la date	Exceptionnels
	Coloré					
			Monnaie roumaine		Poisson de mer	
			Longue période			
Le sud	Mauvais film			Monarque		Cité de Chaldée
	Fraude			Cardinal		
		Lisières			Olifant	
		Pronom			Démonstratif	
Fichiers					Tombée	
Mélangées						
			Arceaux			

Nouvel ambassadeur d’Algérie auprès d’Antigua-et-Barbuda

Le gouvernement d’Antigua-et-Barbuda a donné son agrément à la nomination de M. Yacine Hadji en qualité d’ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République algérienne démocratique et populaire auprès d’Antigua-et-Barbuda avec résidence à Caracas, indique, mardi, un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l’étranger.

SONATRACH

Distinction de 60 lauréats du concours national dédié aux écoliers

Soixante (60) élèves des cycles primaire, moyen et secondaire ont été distingués, mardi à Alger, à l’issue du concours national de l’écriture organisé par Sonatrach, en coordination avec le ministère de l’Education nationale, à l’occasion de la célébration du 60e anniversaire de la création du groupe. La cérémonie s’est déroulée en présence du ministre de l’Energie et des Mines, Mohamed Arkab, du ministre de l’Education nationale, Abdelhakim Belabed, de la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaoutar Krikou et du PDG de Sonatrach, Rachid Hachichi. Dédié aux écoliers, le concours a distingué 20 élèves de chaque cycle (primaire, moyen et secondaire), auteurs de textes rédigés en langue arabe autour de l’environnement, de l’énergie et la numérisation.

TÉBESSA

Production prévisionnelle de plus de 1,7 million de litres d’huile d’olive

La Direction des services agricoles (DSA) de la wilaya de Tébessa prévoit la production de plus de 1,7 million de litres d’huile d’olive au terme de la campagne de récolte lancée à la mi-octobre passée, a indiqué mardi le chef du service de production agricole et soutien technique de la Direction ,Ramzi Bouaziz. il a souligné que la campagne de récolte et de trituration se poursuivra jusqu’au début du mois de février prochain, prévoyant une production de 1.764.495 litres d’huile d’olive de haute qualité. Cette production dépassera celle de la saison précédente qui avait connu la production de 1,6 million de litres à la faveur de l’extension de l’oliveraie de wilaya qui est passée de 9.500 hectares à 10.059 hectares au cours de la campagne 2022-2023, a précisé, M. Bouaziz. Il a indiqué que les services agricoles recensent 1.641.534 oliviers dont 70% soit un peu plus d’un million d’arbres concentrés dans les communes de Bir El Ater, Oum Ali, Safsaf El Ouesra et El Ogla el Malha. Tébessa compte également six huileries équipées de matériel moderne , selon le même cadre qui a ajouté que la Direction des services agricoles encourage les investisseurs à créer de nouvelles huileries modernes pour remplacer les huileries traditionnelles.

MÉTAUX PRÉCIEUX

L’or consolide ses gains

L’or a consolidé ses gains mardi, prolongeant son ascension pour une troisième session sur un dollar et des rendements du Trésor plus faibles, dans les échanges de vacances de la dernière semaine de l’année avec les traders qui envisagent un début de 2024 pour les réductions de taux américains. L’or au comptant a augmenté de 0,3% à 2 058,85 \$ l’once à 10:10 a.m. ET (1510 GMT), près d’un sommet de plus de deux semaines de 2 070,39 \$ atteint lors de la dernière session. Les contrats à terme sur l’or américain étaient en hausse de 0,1% à 2 070,00 \$. Le commerce a été mince le lendemain de Noël, avec plusieurs marchés fermés pour les jours fériés et le commerce devrait rester faible tout au long de la semaine écoulée. "Vous pourriez voir des spéculateurs monter à bord tôt sur le côté long, pensant que les marchés des métaux sont dus pour une action à la hausse dans le premier trimestre," a déclaré Jim Wyckoff, analyste principal chez Kitco Metals.

Les spéculateurs sur l’or du COMEX ont augmenté leur position longue nette de 20 365 contrats à 131 749 dans la semaine du 19 décembre, selon les données de vendredi. "Les politiques monétaires probablement moins restrictives en 2024 signifieront une meilleure demande commerciale pour les métaux précieux", a déclaré M. Wyckoff, ajoutant que la résurgence de l’inflation ou une plus grande faiblesse économique en Chine, le principal consommateur de lingots, pourrait atténuer ses perspectives haussières. Selon l’outil FedWatch du CME, les traders ont estimé à 85 % la probabilité d’une réduction des taux d’intérêt par la Réserve fédérale américaine en mars. L’indice du dollar est resté proche de ses plus bas niveaux depuis cinq mois, tandis que le rendement de l’obligation américaine de référence à 10 ans a également légèrement baissé.

La baisse des taux d’intérêt accroît l’attrait des lingots sans rendement et affaiblit la monnaie américaine, ce qui rend l’or en dollars plus attrayant pour ceux qui détiennent d’autres monnaies. "L’or au comptant devrait trouver des raisons suffisantes pour rester soutenu au-dessus du niveau psychologiquement important de 2 000 dollars, tant que la Fed maintient le cap sur les réductions de taux prévues pour l’année prochaine", a déclaré Han Tan, analyste en chef du marché chez Exinity. L’argent a augmenté de 0,2 % pour atteindre 24,21 dollars l’once, tandis que le palladium a baissé de 0,9 % pour atteindre 1 192,02 dollars. Le platine a augmenté de 0,55% à 976,02 dollars, se rapprochant de ses plus hauts niveaux depuis le 1er septembre dans sa sixième session consécutive de gains.

Agence

Le Parlement arabe tient jeudi une session extraordinaire sur la Palestine

Le Parlement arabe doit tenir, jeudi, une session extraordinaire sur la Palestine, notamment la situation à Ghaza, théâtre d’une agression barbare menée par l’armée d’occupation sioniste depuis le 7 octobre, indique dans un communiqué l’institution. Cet événement "s’inscrit dans le cadre des

efforts continus déployés par l’institution pour soutenir la cause palestinienne et son peuple face à l’agression" sioniste, selon le communiqué. Le Parlement arabe évoque "des efforts continus, à tous les niveaux et dans tous les fora, pour soutenir la cause palestinienne, notamment le droit à disposer d’un Etat in-

dépendant". Cette session extraordinaire devrait être précédée d’une réunion du comité Palestine du Parlement arabe, mercredi, pour discuter des derniers développements dans la bande de Ghaza, selon la source qui annonce la participation de nombreuses personnalités.

SANTÉ

Réalisation de plus de 600 structures sanitaires à Alger depuis 2020

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi a fait état, mardi, de la réalisation de plus de 600 structures sanitaires à Alger depuis 2020. Le ministre qui présidait l’inauguration de deux polycliniques à Souidania et Mahelma et inspectait le projet de réalisation de l’hôpital de cardiologie pédiatrique à Sidi Abdellah, en compagnie du wali d’Alger, Mohamed Abdennour

Rabhi, a précisé que ces réalisations s’inscrivent dans le cadre des 54 engagements du président de la République, dont l’objectif principal est de rapprocher la santé du citoyen. Ces deux polycliniques comptent plusieurs spécialités médicales à même de réduire la pression sur les grands établissements hospitaliers à Alger. M. Saihi a annoncé "l’élaboration d’un pro-

gramme ambitieux portant sur la réalisation d’autres structures prochainement, dont l’hôpital d’Ain Benian, une maternité à Reghaia et à Baraki et l’hôpital de neurologie et de neurochirurgie à Zeralda, en sus de la réalisation de structures spécialisées en cancérologie à Rouiba et Beni Messous". Selon le ministre, ces réalisations qui profiteront à la capitale "sont à même de pren-

dre en charge les malades conformément aux normes internationales dans plusieurs spécialités médicales". Concernant l’hôpital de cardiologie pédiatrique dont le taux des travaux a atteint 80 %, le ministre de la Santé a donné des instructions fermes aux responsables de ce projet à l’effet de le réceptionner au cour du premier semestre de 2024.

ESPAGNE

Repsol visé par une enquête pour « abus de position dominante »

L’autorité de la concurrence espagnole a annoncé mardi avoir ouvert une enquête contre le géant pétrolier Repsol pour un «possible abus de position dominante» dans la distribution de carburant en Espagne, au détriment des stations-service indépendantes. Cette enquête, ouverte après une plainte déposée par des distributeurs indépendants, concerne des pratiques commerciales mises en œuvre par le groupe espagnol entre mars et décembre 2022, souligne dans un communiqué la Commission nationale des Marchés et de la Concurrence (CNMC).

Durant cette période, la compagnie énergétique est accusée d’avoir offert «des réductions supplémentaires» illégales «sur le carburant aux utilisateurs de ses stations-service par le biais d’applications ou de cartes de fidélité et de paiement», détaille la CNMC. Elle est également soupçonnée d’avoir «augmenté le prix» de vente en gros de son carburant «aux stations-service indépendantes», en profitant de «sa position dominante sur le marché des hydrocarbures en Espagne», ajoute l’autorité de la concurrence. Des pratiques susceptibles de «réduire les marges commerciales»

des stations-service indépendantes et «de limiter la concurrence dans la distribution au détail» de carburant, insiste la CNMC, qui évoque «une stratégie d’exclusion» vis-à-vis des distributeurs rivaux. Contactée par l’AFP, Repsol a dit «rejeter catégoriquement» ces accusations, assurant respecter «scrupuleusement les règles de la concurrence» en Espagne, et a accusé la CNMC d’avoir ouvert cette procédure «pour une mesure visant» en réalité «à favoriser les consommateurs». Les réductions sur les prix des carburants ont, en effet, été décidées «pour aider les clients»

face «aux augmentations de prix résultant de la guerre en Ukraine», rappelle Repsol, qui précise avoir rendu «plus de 500 millions d’euros» aux consommateurs via ces remises de prix. La CNMC avait déjà ouvert une enquête voilà un an contre Repsol, mais aussi contre BP et Cepsa, pour de possibles pratiques anti-concurrentielles dans leurs politiques de rabais vis-à-vis des consommateurs et dans leur vente en gros de carburants aux stations-service indépendantes. Cette enquête, qui avait donné lieu à des perquisitions, est toujours en cours.